

**EN POCHE** 2019  
2020

---

**électriciens**  
**sCP 149.01**



# TABLE DES MATIÈRES

1. Revenus .....	6	2.1.4 Démission de l'ouvrier occupé	
1.1 Conditions de rémunération .....	6	avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....	23
1.1.1 Index .....	6	2.1.5 Exceptions .....	24
1.1.2 Pouvoir d'achat .....	6	2.2 Chômage .....	24
1.2 Salaire minimum sectoriel .....	8	2.2.1 Chômage complet .....	24
1.3 Primes .....	9	2.2.2 Chômage temporaire .....	25
1.3.1 Prime d'équipes et de nuit .....	9	2.3 Maladie et accident de travail .....	26
1.3.2 Prime de fin d'année .....	10	2.3.1 Salaire garanti .....	26
1.3.3 Primes de la région flamande .....	12	2.3.2 Mutualité .....	27
1.3.4 Prime syndicale .....	12	2.3.3 Conditions .....	27
1.3.5 Prime pour travail insalubre et dangereux .....	12	2.3.4 Contrôle .....	27
1.4 Frais de transport .....	13	2.3.5 Réintégration des malades de longue durée .....	29
1.4.1 Trajet domicile-travail .....	13	2.4 Pension complémentaire .....	29
1.4.2 Mobilité .....	15	2.5 Contrats précaires .....	34
1.4.3 Frais et indemnités pour des déplacements		3. Temps de travail .....	35
depuis le lieu de travail .....	16	3.1 Durée de travail hebdomadaire .....	35
1.5 Coffre à outils .....	17	3.2 Heures supplémentaires .....	35
2. Conditions de travail .....	18	3.2.1 Limite interne d'heures supplémentaires .....	35
2.1 Délais de préavis .....	18	3.2.2 Heures supplémentaires volontaires .....	36
2.1.1 Licenciement du travailleur occupé		3.2.3 Petite flexibilité .....	37
à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....	18	3.3 Jours de congé et jours fériés .....	38
2.1.2 Démission du travailleur occupé		3.3.1 Congés annuels .....	38
à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....	20	3.3.2 Vacances « jeunes » .....	40
2.1.3 Licenciement de l'ouvrier occupé		3.3.3 Vacances « seniors » .....	40
avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....	20	3.3.4 Vacances européennes .....	41

3.3.5 Jours fériés .....	42	6.8 Congé de formation flamand (CFF).....	68
3.4 Petit chômage .....	43	6.8.1 Conditions .....	69
3.5 Congé de carrière .....	46	6.8.2 Quelles formations? .....	69
4. Interruption de la carrière .....	47	6.8.3 Nombre d'heures de CFF par année scolaire.....	70
4.1 Crédit-temps avec motif et emplois de fin de carrière....	47	6.8.4 Salaire .....	71
4.2 Congés thématiques.....	54	6.8.5 Régime transitoire.....	71
4.2.1 Généralités.....	54	7. Travail faisable .....	72
4.2.2 Congé de soins pour l'hospitalisation d'un enfant malade .....	56	8. Fonds de Sécurité d'Existence.....	74
4.3 Congé de maternité et de paternité.....	56	9. Concertation sociale.....	77
4.3.1 Congé de maternité.....	56	9.1 Délégation syndicale .....	77
4.3.2 Congé de paternité .....	58	9.2 Formation syndicale .....	78
4.3.3 Congé de naissance pour coparents .....	58	9.3 Sécurité d'emploi .....	78
4.3.4 Congé d'adoption .....	58	10. Employabilité.....	79
4.3.5 Congé parental d'accueil.....	59	10.1 Congé de sollicitation.....	79
4.4. Congé pour raisons impérieuses (congé familial) .....	59	10.2 Outplacement.....	80
5. Régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) .....	60	10.2.1 Droit à l'outplacement sur la base de la nouvelle législation (régime général).....	80
5.1 Régime général et sectoriel.....	60	10.2.2. Droit à l'outplacement sur la base de la cct n° 82 (régime particulier).....	81
5.2 Ancrage de vos droits .....	62	Annexe .....	82
5.3 Disponibilité adaptée .....	63	A. Frais de transport .....	82
6. Formation .....	65	B. Salaires minimums .....	83
6.1 Efforts de formation.....	65	C. Tableau des compléments d'ancienneté sur la base d'un salaire minimum pour un régime de 38 heures/semaine .....	84
6.2 Crédit de formation.....	65	D. Indemnités de mobilité .....	85
6.3 Plans de formation d'entreprise.....	66	Adresses .....	86
6.4 Droit à la formation.....	67		
6.5 Passeport de formation et certificat d'expérience.....	68		
6.6 CV de formation.....	68		

## 1. REVENUS

### 1.1 CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION

#### 1.1.1 INDEX

Pour calculer la hausse de l'index, on établit le rapport entre l'indice santé lissé du mois de décembre de l'année précédente (2018) et l'indice santé lissé du mois de décembre de l'année d'avant (2017). Ainsi, l'indexation s'élevait à 1,88 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et à 2,21 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### 1.1.2 POUVOIR D'ACHAT

Outre l'indexation, tous les salaires horaires minimums ont été augmentés de 1,1 % le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Vous trouverez les salaires horaires minimums bruts applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2019 dans le tableau en fin de brochure.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2019, tous les salaires horaires bruts effectifs ont également été augmentés de 1,1 %, sauf pour les entreprises dans lesquelles l'augmentation salariale de 1,1 % est modalisée par le biais d'une enveloppe d'entreprise (par exemple hausse du montant des chèques-repas). La négociation d'une enveloppe d'entreprise doit être concrétisée dans une CCT d'entreprise au plus tard pour le 30 septembre 2019. À défaut d'accord pour négocier une enveloppe ou si aucune CCT n'est conclue pour le 30 septembre 2019 au plus tard, les salaires horaires effectifs bruts des ouvriers seront augmentés de 1,1 % avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

##### 1.1.2.1 ÉCO-CHÈQUES

Il existe un système d'éco-chèques dans le secteur depuis 2009. L'éco-chèque est un avantage extralégal exonéré d'impôts et de cotisations

sociales. Ces chèques sont destinés à l'achat de produits et services écologiques.

Leur durée de validité est de deux ans. La valeur d'un éco-chèque ne peut pas dépasser le montant de 10 euros. La liste de produits et services pouvant être achetés avec des éco-chèques est reprise en annexe à la CCT n° 98 du CNT.

Tous les ouvriers à temps plein du secteur des électriciens reçoivent des éco-chèques d'une valeur de 250 euros. Ces éco-chèques sont versés chaque année le 15 novembre. Les ouvriers à temps partiel reçoivent des éco-chèques en fonction de leur fraction d'occupation (4/5, 1/2,...). Les ouvriers entrants et sortants reçoivent également des éco-chèques au prorata.

La période de référence, c'est-à-dire la période pendant laquelle vous avez travaillé ou la période assimilée, est donc comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédente et le 30 septembre de l'année en cours.

#### Quels jours sont-ils assimilés pendant la période de référence ?

- Tous les jours de chômage temporaire
- Tous les jours de maladie pendant une période de chômage temporaire pendant maximum 3 mois successifs
- Tous les jours couverts par un salaire garanti
- Tous les jours d'absence pour cause d'accident du travail
- Les jours d'absence pour cause de maladie ou d'accident (du travail) à raison de maximum 30 jours de plus que les jours couverts par le salaire mensuel garanti ;
- Les jours de congé de maternité, de paternité et de naissance.

### 1.1.2.2 AFFECTATION ALTERNATIVE DES ÉCO-CHÈQUES

La valeur des éco-chèques peut également être affectée autrement. Pour les entreprises disposant d'une délégation syndicale, ce n'est possible que par le biais d'une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise, signée par tous les syndicats représentés au sein de cette délégation syndicale.

Les entreprises dépourvues d'une délégation syndicale peuvent également prévoir une autre affectation, soit par le biais d'une convention collective de travail au niveau de l'entreprise, soit par l'intermédiaire d'un acte d'adhésion. Pour les entreprises dépourvues de délégation syndicale recourant à un acte d'adhésion, cette affectation peut seulement porter sur une conversion des 250 euros en une augmentation salariale de 0,0875 euro par heure.

## 1.2 SALAIRE MINIMUM SECTORIEL

Les salaires minimums sectoriels ainsi que les salaires effectifs sont adaptés chaque année le 1<sup>er</sup> janvier. Vous trouverez en annexe le tableau présentant les montants des salaires horaires minimums par catégorie, après l'augmentation salariale du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Les ouvriers payés au salaire minimum reçoivent un complément d'ancienneté par année de service dans la même qualification et dans la même entreprise. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le complément d'ancienneté s'élève à maximum 13,5 %. Vous pouvez obtenir un tableau récapitulatif de ces compléments d'ancienneté auprès de votre délégué FGTB Métal ou dans l'un de nos bureaux. Vous trouverez déjà, à la fin de cette brochure En Poche, le tableau applicable pour un régime de 38 heures/semaine.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, les ouvriers de moins de 18 ans sont également payés à 100 %. Auparavant, ces jeunes recevaient un pourcentage du salaire (minimum) en fonction de leur âge. Dans le même temps, une réglementation spécifique pour les étudiants jobistes a également vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ainsi, l'étudiant jobiste reçoit 80 % du salaire horaire correspondant au barème de la catégorie professionnelle de l'ouvrier exerçant une fonction équivalente à celle de l'étudiant jobiste.

## EN POCHE

- Le 1<sup>er</sup> juillet 2019, les salaires horaires minimums ont été augmentés de 1,1 %.
- Les salaires horaires effectifs ont également été augmentés de 1,1 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, sauf dans les entreprises pourvues d'une délégation syndicale, où l'augmentation salariale est modalisée différemment par le biais d'une enveloppe d'entreprise.

## 1.3 PRIMES

### 1.3.1 PRIME D'ÉQUIPES ET DE NUIT

Le salaire de base des ouvriers prestant du travail en équipes (équipe du matin et du soir) est majoré de 10 %.

On parle de travail en équipes lorsque les équipes se succèdent sans interruption ou lorsqu'elles ne se succèdent pas mais ne travaillent pas ensemble plus de la moitié d'une journée normale de travail.

Le salaire de base des ouvriers prestant du travail de nuit (entre 20h et 6h) est majoré de 20 %.

## 1.3.2 PRIME DE FIN D'ANNÉE

### 1.3.2.1 RÉGIME GÉNÉRAL - CODE ONSS ENTREPRISE 067

La prime de fin d'année est payée par le Fonds et s'élève à 8,33 % du salaire brut sur toute la période de référence, comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours, à condition de pouvoir justifier au moins 65 jours de travail (ou assimilés) pendant la période de référence dans une ou plusieurs entreprises du secteur (pour les ouvriers à temps partiel : 30 jours).

Plusieurs périodes de suspension sont assimilées pour le calcul de la prime de fin d'année, jusque maximum un tiers du nombre de jours prestés pendant la période de référence.

En cas de licenciement pour faute grave, vous perdez votre droit à la prime de fin d'année. Le travailleur qui entre dans un régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC, ex-prépension) ou qui prend sa pension reçoit une prime complète. Les ayants droit d'un ouvrier décédé ont droit à une prime de fin d'année de base de 1.660 euros.

La prime de fin d'année est calculée au prorata sur la base de la période de référence en cas de départ volontaire, de licenciement pendant la période de référence (sauf en cas de licenciement pour faute grave), de résiliation du contrat de travail de commun accord, de contrat(s) à durée déterminée d'une durée totale d'au moins 3 mois et de résiliation du contrat pour cas de force majeure. Les ouvriers ayant moins d'1 an de service dans la période de référence mais pour lesquels 65 jours de travail ou assimilés ont été inscrits dans le registre du personnel de l'entreprise ont également droit à une partie de prime calculée au prorata.

La prime de fin d'année est payée pour le 31 décembre qui suit la fin de la période de référence.

### 1.3.2.2 RÉGIME FEE/RTD - CODE ONSS ENTREPRISE 467

La prime de fin d'année est payée par l'intermédiaire de l'employeur et s'élève à 8,33 % du salaire brut sur la période de référence (du 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente au 30 novembre de l'année en cours).

Plusieurs périodes de suspension sont assimilées, avec un maximum de 150 jours par an et moyennant au moins 6 mois de prestations pendant l'année de référence : maladie, accident du travail, repos d'accouchement, congé de paternité, congé de naissance et d'adoption, chômage temporaire, service militaire et congé palliatif.

Le montant de la prime de fin d'année peut être diminué de 2,48 euros par jour d'absence non justifié (jusqu'à un maximum de 24,79 euros).

Les ayants droit d'un ouvrier décédé ainsi que les travailleurs entrant dans un régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) et les pensionnés ont droit à une prime de fin d'année complète. Les ouvriers en RCC sont néanmoins soumis à une condition d'ancienneté de 5 ans dans l'entreprise.

Les ouvriers qui quittent volontairement l'entreprise ou sont licenciés pour faute grave perdent leur droit à la prime de fin d'année.

**Nouveau !** À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, un prorata de la prime de fin d'année sera octroyé en cas de démission du travailleur ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

La prime de fin d'année est calculée au prorata sur la base de la période de référence en cas de licenciement pendant la période de référence (sauf pour faute grave), de contrat(s) à durée déterminée d'une durée totale d'au moins 3 mois et de résiliation du contrat pour cas de force majeure.

En cas de résiliation du contrat pour force majeure, un calcul au prorata est effectué pour l'année concernée.

La prime de fin d'année est payée aux alentours du 15 décembre de l'année concernée.

### 1.3.3 PRIMES DE LA RÉGION FLAMANDE

Tous les ouvriers domiciliés et travaillant en Région flamande peuvent prétendre aux primes d'encouragement flamandes pour le crédit soins, le crédit formation et/ou les entreprises en difficulté ou en restructuration.

### 1.3.4 PRIME SYNDICALE

La prime syndicale s'élève à 120 euros pour les actifs.

### 1.3.5 PRIME POUR TRAVAIL INSALUBRE ET DANGEREUX

Le secteur prévoit une réglementation minimale en matière de primes pour travail insalubre et dangereux. Le salaire de base des ouvriers exécutant des travaux à caractère exceptionnel présentant un danger inhérent ou non à la profession est majoré de 15 % minimum. La même prime est octroyée aux ouvriers exécutant régulièrement des travaux en hauteur à un niveau instable ou au-dessus d'un niveau stable.

## 1.4 FRAIS DE TRANSPORT

### 1.4.1 TRAJET DOMICILE-TRAVAIL

Depuis 1975, l'employeur doit rembourser le coût du trajet domicile-travail (ou une partie de celui-ci). L'intervention (dès le premier kilomètre) dépend du moyen de transport utilisé, ainsi que de la distance entre le domicile et l'entreprise.

Lorsque vous vous déplacez de votre domicile au siège de l'entreprise, au lieu d'embauche ou au lieu de ramassage, vous avez droit à une intervention de l'employeur dans vos frais de transport. Une distinction est opérée selon le moyen de transport utilisé.

#### Transport public

Lorsque l'ouvrier utilise les transports en commun ou une combinaison de transports en commun pour se rendre au travail, l'intervention de l'employeur s'élève à 100 % du coût total du ticket de transport. Il est conseillé aux employeurs, si possible, d'avoir recours au système du tiers payant.

#### Transport privé

Si l'ouvrier se rend au travail avec son propre moyen de transport ou à pied, il a droit à une indemnité basée sur l'intervention patronale dans l'abonnement mensuel ou hebdomadaire. L'indemnité doit toujours être payée dans son intégralité et pour tous les jours de la semaine ou du mois, en fonction du type d'abonnement pris pour référence par l'employeur. Il est interdit de convertir l'intervention patronale en montant journalier.

De plus, ces montants sont indexés chaque année au 1<sup>er</sup> février conformément à l'indexation annuelle des tarifs des trains de la SNCB.

**Nouveau !** Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'intervention patronale augmente de 5 % dans le transport privé.

Le tableau ci-après donne un aperçu des interventions applicables à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

### Déplacement en vélo

Les ouvriers se rendant au travail à vélo reçoivent, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, une indemnité bicyclette de 0,24 euro par kilomètre parcouru. L'indemnité bicyclette ne peut cependant jamais être inférieure à l'indemnité pouvant être octroyée pour un déplacement avec un autre moyen de transport privé.

### Dispositions spécifiques

Les apprentis engagés dans un système de formation en alternance qui se déplacent de leur domicile au siège de l'entreprise, au lieu d'embauche ou au lieu de ramassage ont également droit à un remboursement des frais de transport par l'employeur.

Ce remboursement est alors effectué selon les mêmes règles que pour les ouvriers actifs dans le secteur.

Les ouvriers se déplaçant pour passer un test de compétences en vue d'obtenir un certificat d'expérience (possibilité certes limitée à 1 jour par année civile) ont également droit au remboursement des frais de transport par l'employeur. Ce remboursement est alors effectué selon les mêmes règles que pour le trajet normal domicile-travail.

## 1.4.2 MOBILITÉ

Une réglementation est par ailleurs prévue pour les ouvriers qui se déplacent de leur domicile, du siège de l'entreprise ou du lieu de ramassage vers un chantier autre que le lieu d'embauche ainsi que pour les déplacements depuis le lieu de travail. Cette réglementation est appelée « indemnité de mobilité ».

Selon le moyen de transport utilisé, vous avez droit à une intervention au kilomètre. Les montants suivants sont d'application depuis le 1<sup>er</sup> février 2019 :

- déplacements avec les transports en commun : intervention patronale équivalente au coût total du transport en commun utilisé (type 1) ;
- avec un moyen de transport personnel : 0,2739 euro par kilomètre parcouru (type 2) ;
- avec un véhicule de l'employeur : 0,1187 euro par kilomètre parcouru (type 3).

Si vous transportez au moins 1 passager dans un véhicule de société, vous êtes considéré comme chauffeur et recevez donc une indemnité de 0,1316 euro par kilomètre parcouru.

Les montants de types 2 et 3 ainsi que l'indemnité de chauffeur sont indexés chaque année (sur la base de l'index social). Le montant pour les déplacements effectués avec le véhicule de l'employeur (type 3) et l'indemnité de chauffeur sont toutefois limités au montant maximal exonéré par l'ONSS. L'indemnité de chauffeur n'a donc pas été indexée le 1<sup>er</sup> février 2018 et 2019, afin de ne pas dépasser le montant exonéré.





**Nouveau!** À la date de l'entrée en vigueur de l'AR permettant une augmentation, l'indemnité de type 3 et l'indemnité de chauffeur seront portées respectivement à 0,1384 euro et 0,1569 euro par km. Une indemnité spécifique de 0,1453 euro par km est prévue pour les chauffeurs sans passagers. Si aucun AR permettant une augmentation n'est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, un avantage équivalent sera négocié.

Si vous combinez plusieurs moyens de transport, vous avez droit, pour chaque partie du trajet parcouru, à l'intervention patronale correspondante (pour autant que la distance totale soit supérieure à 5 km).

**Nouveau!** À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, un jour de congé de mobilité est accordé aux travailleurs qui parcourent chaque année 43.000 km. Ce jour de congé supplémentaire payé est octroyé dans l'année civile suivant l'année durant laquelle le nombre de km est parcouru.

### 1.4.3 FRAIS ET INDEMNITÉS POUR DES DÉPLACEMENTS DEPUIS LE LIEU DE TRAVAIL

Les ouvriers qui se déplacent d'un lieu de travail vers un autre (entre deux chantiers par exemple) ont droit à un remboursement intégral des frais de déplacement par l'employeur.

Ces frais de déplacement sont calculés suivant le tarif officiel du moyen de transport normalement utilisé (voir plus haut – 1.4.1). Le temps de déplacement doit par ailleurs être considéré comme des heures prestées et doit donc être rémunéré comme tel (même en cas de déplacement avec le véhicule de l'employeur).

Si votre employeur vous envoie sur un chantier, il doit se charger des frais et de l'hébergement si ce déplacement vous tient éloigné chaque jour de votre domicile pendant plus de 12 heures.

## EN POCHE

- À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'indemnité vélo passe de 0,23 euro à 0,24 euro par kilomètre parcouru.
- Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2019, l'intervention patronale augmente de 5 % dans le transport privé.

### 1.5 COFFRE À OUTILS

L'employeur doit mettre les outils nécessaires à la disposition de chaque ouvrier.

## 2. CONDITIONS DE TRAVAIL

### 2.1 DÉLAIS DE PRÉAVIS

La réglementation en matière de licenciement a été réformée en 2013. Par conséquent, les mêmes délais de préavis s'appliquent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les ouvriers et les employés. Un régime transitoire s'applique toutefois pour les ouvriers et employés qui étaient déjà en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### 2.1.1 LICENCIEMENT DU TRAVAILLEUR OCCUPÉ À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014

- De nouveaux délais de préavis s'appliquent pour les travailleurs occupés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- Ils sont identiques pour les ouvriers et les employés et sont exprimés en semaines.
- Les délais de préavis diffèrent selon qu'il s'agit d'un licenciement ou d'une démission.
- Attention : le 1<sup>er</sup> mai 2018, les délais de préavis en cas de licenciement par l'employeur ont été raccourcis pour les travailleurs ayant peu d'ancienneté. Les délais de préavis à respecter par un travailleur en cas de démission sont restés inchangés.
- Voici le tableau reprenant les délais de préavis en cas de licenciement par l'employeur.

Tableau 1: LICENCIEMENT PAR L'EMPLOYEUR

Ancienneté	Délai de préavis (en semaines)	Ancienneté	Délai de préavis (en semaines)
De 0 à moins de 3 mois	1	10 – 11 ans	33
3 – 4 mois	3	11 – 12 ans	36
4 – 5 mois	4	12 – 13 ans	39
5 – 6 mois	5	13 – 14 ans	42
6 – 9 mois	6	14 – 15 ans	45
9 – 12 mois	7	15-16 ans	48
12 – 15 mois	8	16 – 17 ans	51
15 – 18 mois	9	17 – 18 ans	54
18 – 21 mois	10	18 – 19 ans	57
21 – 24 mois	11	19 – 20 ans	60
De 2 à moins de 3 ans	12	20 – 21 ans	62
3 – 4 ans	13	(à partir de 21 ans) 21 ans	(+ 1 semaine par an) 63
4 – 5 ans	15	22 ans	64
5 – 6 ans	18	23 ans	65
6 – 7 ans	21	24 ans	66
7 – 8 ans	24	25 ans	67
8 – 9 ans	27	26 ans	68
9 – 10 ans	30	...	...

En cas de licenciement par l'employeur et dès que le travailleur concerné commence une nouvelle période d'ancienneté (un mois, trois mois ou un an), il/elle relève de la tranche qui y correspond. Par ex. licenciement après 4 ans et 1 mois d'ancienneté = 15 semaines de préavis.

## 2.1.2 DÉMISSION DU TRAVAILLEUR OCCUPÉ À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014

- En cas de départ volontaire, les délais de préavis (plus courts) suivants sont d'application.

**Tableau 2 : DÉMISSION DU TRAVAILLEUR**

Ancienneté	Délai de préavis (en semaines)	Ancienneté	Délai de préavis (en semaines)
Jusqu'à moins de 3 mois	1	4 – 5 ans	7
3 – 6 mois	2	5 – 6 ans	9
6 – 12 mois	3	6 – 7 ans	10
12 – 18 mois	4	7 – 8 ans	12
18 mois – 2 ans	5	À partir de 8 ans et plus	13
2 – 4 ans	6		

Lorsqu'un travailleur démissionne et dès qu'il commence une nouvelle période d'ancienneté, il relève de la tranche qui y correspond. Par ex. : démission après 3 ans et 9 mois d'ancienneté = 6 semaines de préavis.

## 2.1.3 LICENCIEMENT DE L'OUVRIER OCCUPÉ AVANT LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014

- Pour les travailleurs occupés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, une différence subsiste entre les ouvriers et les employés en cas de licenciement par l'employeur. Cette différence est cependant compensée par une indemnité à charge de l'ONEM (et donc à charge de la Sécurité sociale), à savoir **l'indemnité compensatoire de licenciement (ICL)**.
- Votre délai de préavis est calculé en trois phases.

- Votre employeur est seulement responsable d'une partie du délai de préavis/de l'indemnité de préavis. La première partie du délai de préavis, qui concerne la période d'ancienneté antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2014, est calculée conformément au régime sectoriel (ancien) (tableau 3).

**Tableau 3 : ANCIENS DÉLAIS DE PRÉAVIS SECTORIELS**

Ancienneté	Employeur	Travailleur
De 0 à moins de 5 ans	40 jours = 5 semaines et 5 jours	14 jours
5 – 10 ans	48 jours = 6 semaines et 6 jours	14 jours
10 ans – 15 ans	64 jours = 9 semaines et 1 jour	21 jours
15 ans – 20 ans	97 jours = 13 semaines et 6 jours	28 jours
20 ans – 25 ans	129 jours = 18 semaines et 3 jours	35 jours
25 ans et plus	129 jours = 18 semaines et 3 jours	42 jours

- Dans le cas d'un licenciement en vue d'un RCC, le délai de préavis sectoriel (raccourci) est pris en compte pour l'ancienneté acquise avant le 31 décembre 2013 (tableau 4).

**Tableau 4 : ANCIENS DÉLAIS DE PRÉAVIS SECTORIELS EN CAS DE RCC**

Ancienneté	Employeur
0 – moins de 20 ans	28 jours = 4 semaines
20 ans et plus	56 jours = 8 semaines

- Cette partie est ensuite additionnée à la deuxième partie du délai de préavis calculée selon le régime présenté au tableau 1 pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à la date du licenciement.
- Enfin, en cas de licenciement par l'employeur, le résultat des deux étapes est comparé au délai de préavis qui aurait été obtenu à ancienneté égale dans le nouveau régime (tableau 1).

- La différence entre le délai de préavis à respecter par l'employeur et le délai de préavis qui aurait été obtenu sur la base du tableau 1 est comblée par l'ONEm sous la forme d'une indemnité compensatoire de licenciement.
- Cette indemnité doit être demandée par le travailleur concerné au service chômage de la FGTB.
- L'ICL est calculée sur la base de la rémunération nette et sera payée en net par nos services chômage.

### Exemple 1

***Vous êtes licencié le 31 mars 2019 et vous aviez commencé à travailler au sein de l'entreprise le 1<sup>er</sup> janvier 1999.***

- À la date de votre licenciement, vous avez 20 ans et 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise. Par conséquent, vous devez chercher le délai de préavis correspondant dans le tableau 1.
- Votre délai de préavis s'élève à 62 semaines au total, mais seule une partie de ce délai est prise en charge par l'employeur.

#### Part de votre employeur :

- Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, vous aviez 15 ans d'ancienneté dans l'ancien régime sectoriel, ce qui correspond à un délai de préavis de 13 semaines et 6 jours (voir le tableau 3);
- Du 1<sup>er</sup> janvier 2014 (= début du nouveau délai de préavis légal) au 31 mars 2019, vous avez encore accumulé 5 ans et 3 mois d'ancienneté jusqu'à votre licenciement, ce qui, selon le tableau 1, correspond à 18 semaines (voir le tableau 1).
- Au total, l'employeur est responsable de 13 semaines et 6 jours + 18 = 31 semaines et 6 jours.

Part de l'ONEm = 62 semaines (total) – 31 semaines et 6 jours = 30 semaines et 1 jour qui ne sont pas prestés et sont payés sous forme d'indemnité compensatoire de licenciement (ICL).

### Statut de l'ICL dans la Sécurité sociale

L'ICL est assimilée à l'indemnité de licenciement ; en d'autres termes, vous êtes couvert pour toutes les branches de la Sécurité sociale, excepté pour les vacances annuelles.

Vous ne pouvez pas recevoir d'allocations de chômage pendant la période couverte par l'ICL. En revanche, cette période est bien prise en compte pour déterminer votre droit à des allocations.

Pour recevoir des indemnités de maladie, vous devez pouvoir démontrer un certain nombre de jours prestés ou assimilés (temps d'attente). La période couverte par l'ICL est assimilée à des jours de travail.

La période couverte par une ICL est prise en compte pour le calcul de la condition de carrière dans le cadre des emplois de fin de carrière.

### 2.1.4 DÉMISSION DE L'OUVRIER OCCUPÉ AVANT LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014

Pour les ouvriers qui étaient déjà en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le délai de préavis est calculé en deux phases :

- La première phase concerne l'ancienneté accumulée dans l'entreprise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Pour cette période, les anciens délais de préavis sectoriels du tableau 3 sont d'application.
- La deuxième phase porte sur l'ancienneté accumulée dans l'entreprise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, jusqu'à votre démission. Pour cette période, le délai de préavis légal du tableau 2 s'applique.
- Votre délai de préavis est égal à la somme de la phase 1 et de la phase 2.

### Exemple 2

***Vous démissionnez le 24 février 2019 et vous aviez commencé à travailler dans l'entreprise le 1<sup>er</sup> juillet 2002.***

- Votre délai de préavis est calculé en deux phases.

- À la date de votre licenciement, vous avez 11 ans et 6 mois d'ancienneté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ce qui, selon le tableau 3, correspond à un préavis de 21 jours (ou 3 semaines).
- Vous avez 5 ans et 2 mois d'ancienneté après le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ce qui, selon le tableau 2, correspond à un préavis de 9 semaines.
- Votre délai de préavis est donc de 3 semaines + 9 semaines = 12 semaines.

## 2.1.5 EXCEPTIONS

- On ne peut imposer au travailleur des délais de préavis qui lui sont moins favorables que les délais de préavis légaux.
- Une CCT sectorielle ne peut PAS déroger dans le sens positif aux délais de préavis légaux. En revanche, cela peut être le cas de conventions d'entreprise.
- En cas de préavis donné par l'employeur en vue d'un RCC, les délais de préavis peuvent être raccourcis jusqu'à un minimum de 26 semaines si l'entreprise est reconnue comme « entreprise en difficulté ou en restructuration ».
- En cas de licenciement par l'employeur en vue d'une pension légale (actuellement à 65 ans), un délai de préavis raccourci de 26 semaines maximum est d'application.

## 2.2 CHÔMAGE

### 2.2.1 CHÔMAGE COMPLET

Toute personne se retrouvant sans travail peut introduire une demande d'allocations de chômage. Le service chômage de la FGTB examine si vous avez droit aux allocations de chômage. Dans les 8 jours civils suivant votre demande d'allocations, vous devez vous inscrire comme demandeur d'emploi au service de placement compétent pour votre région (VDAB pour la région flamande, Actiris pour Bruxelles, FOREM

pour la Wallonie). À l'heure actuelle, un dossier de chômage est souvent traité de manière électronique. Les documents et accusés de réception relatifs à votre dossier sont donc transmis par voie électronique. Vous pouvez également suivre votre dossier de chômage par le biais de la FGTB et à l'aide de votre carte d'identité électronique (<http://www.fgtb.be/my-fgtb>).

Sous certaines conditions, vous avez également droit à une indemnité complémentaire du Fonds de Sécurité d'Existence (voir le point 7).

### 2.2.2 CHÔMAGE TEMPORAIRE

Si vous êtes en chômage temporaire (économique, technique ou par suite d'intempéries), vous pouvez vous adresser au service chômage de la FGTB. Les documents nécessaires sont transmis par votre employeur par voie électronique. La délégation syndicale de votre entreprise vous apportera le soutien nécessaire. Vous recevez des allocations de chômage équivalant à 65 % du salaire plafonné, et ce quelle que soit votre situation familiale. Contrairement à une allocation pour chômage complet, votre allocation en cas de chômage temporaire n'est pas dégressive.

Sous certaines conditions, vous avez également droit à une indemnité complémentaire du Fonds de Sécurité d'Existence (voir le point 7).

En cas d'usage excessif du chômage économique, une cotisation de responsabilisation est prévue pour l'employeur.

Dans le secteur, les partenaires sociaux s'engagent à faire le nécessaire pour prolonger de 2 ans la durée maximale du chômage temporaire pour raisons économiques jusqu'à 8 semaines.

## 2.3 MALADIE ET ACCIDENT DE TRAVAIL

En fonction du salaire garanti, les 3 points suivants ne peuvent pas être perdus de vue :

1. Avertissez immédiatement votre employeur !
2. Remettez le certificat médical à votre employeur (si le règlement de travail le prescrit) dans le délai prescrit.
3. Un contrôle peut suivre et vous ne pourrez pas vous y soustraire.

### 2.3.1 SALAIRE GARANTI

Après un mois de service, vous avez droit en tant qu'ouvrier à un salaire garanti. Dans le cas d'une maladie de moins de 14 jours (selon le certificat médical), vous recevez votre salaire normal. Si la maladie dure plus de 14 jours, vous recevez votre salaire normal pendant 4 semaines. Une partie de ce salaire est payée par votre employeur et l'autre partie est ajoutée par la mutualité.

#### Que faut-il demander à son médecin traitant ?

- Un certificat médical mentionnant :
  - l'incapacité de travail ;
  - la durée probable de l'incapacité de travail ;
  - s'il vous est permis ou non de quitter votre domicile en vue d'un contrôle.

Remettez ce certificat à votre employeur dans les 2 jours ouvrables (sauf mention contraire dans votre règlement de travail).

- Déclaration d'incapacité de travail  
Si vous êtes malade pendant plus de 14 jours, vous devez déclarer votre incapacité de travail par le biais d'un formulaire. Ce formulaire est délivré par votre mutualité et vous devez le faire compléter par

votre médecin traitant. Cette déclaration est indispensable pour pouvoir recevoir une intervention de votre mutualité.

### 2.3.2 MUTUALITÉ

Après un mois de maladie, votre mutualité vous paie des allocations de maladie correspondant à 60 % de votre salaire (plafonné). Les allocations de maladie ne font l'objet d'aucun précompte professionnel. Elles sont imposées tout comme le salaire, mais une réduction d'impôt est prévue.

### 2.3.3 CONDITIONS

Pour avoir droit aux allocations de maladie de votre mutualité, vous devez remplir quelques conditions.

- Vous êtes affilié à une mutualité depuis 12 mois (stage d'attente) et vous avez travaillé pendant au moins 180 jours au cours de cette période. En tant que travailleur à temps partiel, vous devez prouver 800 heures de travail pendant 12 mois. Le cas échéant, le stage d'attente des travailleurs à temps partiel peut être prolongé jusqu'à maximum 36 mois.
- Vous disposez d'un certificat médical (voir le point 2.3.1).
- Vous avez introduit la déclaration d'incapacité de travail (voir le point 2.3.1). Vous avez soigneusement rempli la feuille de renseignements reçue de votre mutualité. Une partie est destinée à l'employeur.

### 2.3.4 CONTRÔLE

Lorsque vous êtes absent pour cause de maladie, l'employeur et/ou la mutualité peut vous faire examiner par un médecin-contrôle. Vous êtes obligé de passer cet examen, à condition qu'il soit réalisé par un médecin agréé.

La loi relative au statut unique prévoit que l'on peut définir un créneau de 4 heures consécutives dans la journée (entre 7 heures et 20 heures) pendant lequel le travailleur se tient à disposition pour une visite du médecin-contrôle (sur demande de l'employeur). Une telle disposition peut être prévue dans une CCT sectorielle, dans une convention d'entreprise ou peut faire l'objet d'une adaptation du règlement de travail. **Aucune** CCT sectorielle n'a été conclue à ce sujet dans le secteur des électriciens.

Si votre certificat médical vous interdit de quitter votre domicile et si un créneau de 4 heures consécutives a été défini dans la journée, vous êtes supposé accueillir le médecin-contrôle chez vous pendant ce laps de temps. Si le médecin trouve porte close, on part du principe que vous avez rendu l'examen impossible.

Si votre certificat médical vous autorise à quitter votre domicile, mais si un créneau de 4 heures consécutives a été défini dans la journée, vous devez rester chez vous pendant ce laps de temps. Dans certains cas, vous pouvez être obligé de vous présenter au cabinet du médecin-contrôle. Vos frais de déplacement sont remboursés par votre employeur si vous utilisez les transports en commun ou, dans des cas exceptionnels, si vous utilisez un moyen de transport privé. Les frais de l'examen médical sont également toujours à charge de l'employeur.

Si le médecin-contrôle vous déclare apte à travailler et si vous ne reprenez pas le travail, vous risquez de perdre votre droit au salaire garanti. Ce droit peut être perdu à partir de la date de la première invitation à vous présenter au cabinet du médecin ou de la première visite à domicile du médecin-contrôle. La période d'incapacité de travail ne faisant l'objet d'aucun litige n'est pas concernée.

Si vous n'êtes pas d'accord avec les constatations du médecin-contrôle, vous devez le signaler dans le rapport écrit. Il se peut également que les certificats de votre médecin traitant et du médecin-contrôle se contredisent.

Dans ce cas, il est possible d'entamer une procédure d'arbitrage dans les 2 jours ouvrables qui suivent la réception du rapport du médecin-contrôle. Pour cela, prenez contact dès que possible avec votre délégué ou votre secrétaire.

Le Fonds de Sécurité d'Existence prévoit également une indemnité complémentaire en cas de maladie. Les conditions et les montants sont présentés dans le tableau au point 7.

### 2.3.5 RÉINTÉGRATION DES MALADES DE LONGUE DURÉE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la loi prévoit une procédure de réintégration pour les malades de longue durée. L'initiative de réintégration peut venir de vous-même, du médecin-conseil de la mutualité ou de votre employeur. Le médecin du travail est la personne de contact : il évalue, sur la base de vos capacités, quel type de trajet de réintégration vous pouvez suivre. Le poste de travail et les conditions de travail doivent également être adaptés, ce qui n'est pas toujours possible. Si vous êtes confronté à une telle procédure de réintégration, prenez contact avec votre délégué ou votre secrétaire.

### 2.4 PENSION COMPLÉMENTAIRE

Les ouvriers du secteur des électriciens (SCP 149.01) ont droit à une pension sectorielle complémentaire (deuxième pilier) en plus de la pension légale (premier pilier). Le Fonds de Pension Sectoriel des

Électriciens a été créé à cette fin. Ce Fonds reçoit, par le biais de l'Office National de Sécurité Sociale, les cotisations versées pour vous par votre employeur. Les versements volontaires de votre employeur ou les cotisations personnelles ne sont pas (encore) autorisés. Dans tous les cas, les cotisations patronales sont calculées sous forme de pourcentage de votre salaire brut. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce pourcentage s'élève à 2,1 %.

Seules les personnes ayant travaillé au total au moins 12 mois dans le secteur ont droit à une pension complémentaire. La période prestée peut être interrompue et répartie sur plusieurs employeurs du secteur. La nature du contrat de travail (temps plein – temps partiel – durée déterminée ou indéterminée) n'a pas d'importance. Les périodes de travail intérimaire ne sont pas considérées comme des périodes prestées. En effet, vous êtes dans ce cas employé par une agence d'intérim et non par une entreprise du secteur. En compensation, le salaire d'intérimaire est majoré d'une prime de pension équivalente.

### De quoi la pension complémentaire se compose-t-elle ?

- De la somme des cotisations patronales versées pour vous au cours de votre carrière.
- Le volet solidarité offre une intervention pour un certain nombre de risques imprévus pouvant survenir au cours de la carrière des affiliés du secteur tels qu'un décès, une incapacité de travail résultant d'une maladie (professionnelle) ou un accident (du travail) et un chômage temporaire pour raisons économiques.
- Le montant épargné pour vous est majoré en outre d'un rendement minimum s'élevant actuellement à 1,75 %. Les cotisations antérieures au 31 décembre 2015 bénéficient encore d'un rendement minimum de 3,25 %.

### Demander votre pension complémentaire

Vous pouvez demander votre pension complémentaire sous forme de capital (paiement unique) ou de rente (annuelle à vie), à condition que cette rente s'élève au moins à 500 euros bruts par an. et ce à partir du premier jour du mois qui suit :

- Le mois au cours duquel vous prenez votre pension légale (65 ans) ;
- Le mois au cours duquel vous prenez votre pension légale anticipée :
  - en 2019
    - 63 ans / 42 ans de carrière
    - 61 ou 62 ans/43 ans de carrière
    - 60 ans / 44 ans de carrière
- Des mesures transitoires s'appliquent par ailleurs : si vous êtes né en 1958, 1959, 1960 ou 1961, vous pouvez encore demander votre pension complémentaire de manière anticipée dans ce secteur, respectivement à 60, 61, 62 et 63 ans, à condition d'être en RCC au moment de la demande.
- Vous ne pouvez demander votre pension complémentaire à aucun autre moment.

### Pension complémentaire du brut au net

Si le capital vous est versé, vous devez tenir compte des retenues suivantes :

- une cotisation INAMI (cotisation de maladie et invalidité) de 3,55 % sur le montant brut
- une cotisation de solidarité de maximum 2 % sur le montant brut, la hauteur de cette cotisation variant entre 0 et 2 % selon votre montant brut
- un précompte professionnel de 16,66 % (ou 10,09 %), ce précompte étant calculé à partir de la base imposable (à savoir votre montant brut, moins la cotisation INAMI et la cotisation de solidarité).

Le pacte de solidarité entre les générations a relevé le taux d'imposition en cas de prise du capital avant le 62<sup>e</sup> anniversaire.



Âge lors du paiement	Avant le 01/07/2013	A partir du 01/07/2013
60 ans	16,5 %	20 % ou 16,5 % <sup>(1)</sup>
61 ans	16,5 %	18 % ou 16,5 % <sup>(1)</sup>
de 62 à 64 ans	16,5 %	16,5 %
65 ans ou plus	16,5 % ou 10 %	16,5 % ou 10 % <sup>(2)</sup>

## Quitter le secteur

Si vous quittez le secteur pour une entreprise d'un autre secteur, vous pouvez décider de ce qu'il advient du montant épargné pour vous. Dans tous les cas, vous ne pouvez réclamer ce montant que si vous remplissez les conditions précitées.

## Que peut-on faire alors ?

- Vous pouvez laisser ce montant au Fonds de Pension Sectoriel jusqu'à votre pension ; le montant est alors majoré du rendement minimum (1,75 % pour la partie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et 3,25 % pour la partie antérieure au 31 décembre 2015) ;
- Vous pouvez faire transférer ce montant vers le régime de pension de votre secteur ou de votre nouvel employeur ;
- Vous pouvez faire transférer ce montant vers un autre organisme qui gère les pensions complémentaires.

Vous êtes informé par écrit de ces possibilités. Dans tous les cas, demandez conseil à votre délégué ou à votre secrétaire avant de faire votre choix.

<sup>(1)</sup> 16,5 % sont uniquement d'application en cas de paiement dans le cadre de la pension légale.

<sup>(2)</sup> 10 % si vous avez continué à travailler ou si vous étiez au chômage pendant une période de référence de 3 ans avant votre 65<sup>e</sup> anniversaire.

## En cas de décès avant l'âge de la pension

Si l'affilié décède avant que sa pension complémentaire n'ait été versée, celle-ci revient à son/ses bénéficiaire(s). L'ordre des bénéficiaires est défini dans le règlement de pension sectoriel.

## Informations concernant votre pension complémentaire

Tant que vous êtes actif dans le secteur des électriciens, vous recevez chaque année, dans le courant du mois de novembre ou de décembre, une fiche de pension présentant la situation de votre pension complémentaire.

**Intéressant !** Une autre possibilité pour avoir une idée de votre pension légale mais aussi de votre pension complémentaire ou, le cas échéant, d'autres pensions complémentaires, est de consulter le site Internet de **mypension** (<https://mypension.onprvp.fgov.be>). Vous pouvez vous y connecter à l'aide de votre carte d'identité électronique et le reste n'est plus qu'un jeu d'enfant.

Toutes les demandes de versement de votre pension complémentaire à la suite d'une prépension, d'une pension légale ou d'un décès ainsi que la désignation de votre bénéficiaire nécessitent l'utilisation de formulaires appropriés que vous pouvez télécharger sur le site Internet de Volta (<https://www.volta-org.be/fr/travailleurs/fin-de-carriere/pension-sectorielle/formulaires>).

Ces formulaires précisent chaque fois quels documents doivent être joints.

## EN POCHE

- Le rendement est de 1,75 % sur les montants versés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et de 3,25 % sur les montants versés avant le 31 décembre 2015.

## 2.5 CONTRATS PRÉCAIRES

Dans le secteur des électriciens, de nombreux ouvriers travaillent dans le cadre de contrats temporaires, intérimaires ou pour un travail défini. C'est pourquoi des accords ont été conclus dans le secteur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007 afin d'améliorer la sécurité d'emploi de ces ouvriers.

Si vous travaillez dans le cadre d'un contrat précaire et si vous passez à un contrat à durée indéterminée, vous conservez toute l'ancienneté accumulée au sein de l'entreprise. Au changement de contrat, on ne peut plus non plus vous imposer de période d'essai.

La nouveauté depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011 est que les entreprises du secteur ne peuvent recourir à des contrats journaliers que pendant la première et la dernière semaine civile de la mission.

De plus, en tant qu'ouvrier occupé dans le cadre d'un contrat qui n'est pas fixe, vous recevez les mêmes droits en termes de formation et d'accompagnement d'outplacement que vos collègues ayant un contrat de travail fixe, à condition que vous ayez travaillé pendant au moins une année continue chez le même employeur.

---

## 3. TEMPS DE TRAVAIL

### 3.1 DURÉE DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE

Dans le secteur des électriciens, le temps de travail hebdomadaire moyen s'élève à 38 heures, ce qui équivaut à 1.756 heures par ouvrier par an, en tenant compte des jours fériés et des congés annuels.

Les horaires de travail applicables dans l'entreprise doivent être repris dans le règlement de travail.

### 3.2 HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Dans les situations imprévues, il est possible de déroger aux limites normales du temps de travail et de prester des heures supplémentaires.

Certaines de ces heures supplémentaires nécessitent une autorisation préalable de la délégation syndicale tandis que d'autres ne sont soumises à aucune autorisation (cas de force majeure tels que des accidents ou des pannes imprévues de machines).

#### 3.2.1 LIMITE INTERNE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Afin d'éviter qu'un travailleur ne preste trop d'heures supplémentaires, leur nombre est limité. La loi Peeters fixe cette limite interne d'heures supplémentaires à 143 heures, de façon standard. Une fois cette limite atteinte, ces heures supplémentaires doivent être compensées, soit par le biais d'un repos compensatoire, soit par un paiement.

## Repos compensatoire ou paiement

Après avoir presté un certain nombre d'heures supplémentaires, vous pouvez renoncer au repos compensatoire et opter pour un paiement.

**Attention !** Il s'agit en l'occurrence uniquement d'heures supplémentaires prestées dans le cadre d'un surcroît extraordinaire de travail ou d'une nécessité imprévue. Cette possibilité existe en outre pour un maximum de 91 heures par année civile. Dans le secteur des électriciens, une CCT d'entreprise pouvait augmenter le nombre d'heures supplémentaires à rembourser jusqu'à maximum 130 heures. Cette CCT est arrivée à échéance le 30 juin 2017.

### 3.2.2 HEURES SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES

À partir du 23 avril 2019, les travailleurs peuvent prêter 120 heures supplémentaires « volontaires » par année civile, moyennant un accord individuel entre le travailleur et l'employeur. Cet accord doit être renouvelé tous les six mois. Sur ces 120 heures supplémentaires volontaires, les 25 premières ne sont pas prises en compte pour la fixation de la limite interne de 143 heures (mais bien les 95 autres, si elles sont prestées bien entendu).

La loi prévoit la possibilité d'augmenter, par le biais d'une CCT sectorielle, le nombre d'heures supplémentaires volontaires et le nombre d'heures supplémentaires volontaires n'entrant pas en considération pour la limite interne.

Pour le secteur des électriciens, le nombre d'heures supplémentaires volontaires non reprises dans le calcul de la limite interne est passé de 25 à 60 heures. Ce régime est en vigueur jusqu'au 30 juin 2021.

Jusqu'au 30 juin 2021, le nombre d'heures supplémentaires volontaires peut passer de 120 heures à maximum 180 heures par année civile, à condition qu'une CCT soit conclue au niveau de l'entreprise avec toutes les organisations syndicales représentées dans la délégation syndicale. Dans les entreprises dépourvues de délégation syndicale, le nombre d'heures supplémentaires volontaires passe de 120 heures à maximum 180 heures par année civile, moyennant l'introduction préalable d'un acte d'adhésion auprès du SPF ETCS.

### Pas de repos compensatoire

Les heures supplémentaires volontaires sont payées (salaire + sur-salaire) : elles ne peuvent pas être récupérées sous forme de repos compensatoire. En revanche, les heures supplémentaires volontaires prestées pourront, à l'avenir, être placées sur un compte épargne-carrière (le secteur n'avait pas encore prévu de cadre en la matière au moment de rédiger cette édition de En Poche).

Ces heures supplémentaires ne doivent pas non plus être motivées : il n'est donc pas nécessaire, en l'occurrence, d'invoquer un surcroît extraordinaire de travail ou des circonstances imprévues. Ce type d'heures supplémentaires ne nécessite pas l'approbation de la délégation syndicale.

### 3.2.3 PETITE FLEXIBILITÉ

Les entreprises peuvent introduire un système de petite flexibilité à condition de respecter, sur base annuelle, la durée de travail hebdomadaire moyenne conventionnelle (voir le chapitre sur le temps de travail). Dans ce cadre, 2 heures par jour maximum peuvent être prestées en plus ou en moins que l'horaire normal journalier tel que prévu dans le règlement de travail. Le nombre maximum d'heures à prêter ne

peut jamais dépasser 9 heures par jour. En outre, le nombre d'heures pouvant être prestées en plus ou en moins que la durée de travail hebdomadaire conventionnelle ne peut pas être supérieur à 5 par semaine. La CCT sectorielle est arrivée à échéance le 30 juin 2017, de sorte que l'introduction de la « petite flex » à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017 requiert une CCT d'entreprise ou une modification du règlement de travail.

## 3.3 JOURS DE CONGÉ ET JOURS FÉRIÉS

### 3.3.1 CONGÉS ANNUELS

Chaque année, tout travailleur a droit à des jours de congé payés. Il faut pour cela avoir presté un travail déclaré à l'Office National de Sécurité Sociale durant l'année civile qui précède l'année des congés (exercice de vacances). Le nombre de jours de congés payés dépend du nombre de jours effectivement prestés et assimilés.

Le tableau ci-dessous indique à combien de jours de congé cela correspond.

Nombre total de jours prestés et assimilés l'année précédente	Nombre de jours de congé en régime de travail de cinq jours semaine
0-9	0
10-19	1
20-38	2
39-47	3
48-66	4
67-76	5
77-86	6
87-96	7
97-105	8

106-124	9
125-134	10
135-143	11
144-153	12
154-162	13
163-181	14
182-191	15
202-211	17
212-220	18
221-230	19
231 et +	20

### Quels jours sont-ils assimilés ?

- Accident ou maladie, accident du travail ou maladie professionnelle
- Congé de maternité
- Pauses d'allaitement
- Congé de paternité et de naissance
- Jours pendant lesquels vous devez exécuter des devoirs civiques, comme siéger au sein d'un jury
- Exercice d'un mandat public
- Exécution de missions au sein d'une Commission paritaire ou d'autres organes sociaux (tribunaux du travail, commissions consultatives,...)
- Exécution de missions comme membre de la délégation syndicale, d'un comité syndical régional ou national ou d'un congrès syndical national
- Stages ou journées d'étude consacrés à la promotion sociale
- Stages ou journées d'étude organisés par les syndicats représentatifs
- Lock-out, interruption de travail ou grève dans l'entreprise avec l'accord d'un syndicat

- Chômage temporaire consécutif à une grève (lorsque le comité de gestion de l'ONEm a reconnu la qualité de chômeur)
- Chômage temporaire pour des raisons économiques
- Congé-éducation
- Jours de vacances supplémentaires

### 3.3.2 VACANCES « JEUNES »

Les jeunes ont également droit à des congés. Mais lorsque le nombre de jours prestés ou assimilés est insuffisant, ils peuvent prendre des « vacances jeunes » complémentaires. Il faut pour cela avoir terminé ses études durant l'année qui précède l'année des vacances (exercice de vacances).

Cependant, ces vacances « jeunes » sont soumises à quelques conditions :

- Ne pas avoir atteint l'âge de 25 ans au 31 décembre de l'exercice de vacances (l'exercice de vacances est l'année civile qui précède l'année civile durant laquelle le jeune prend des vacances).
- Avoir terminé ses études, sa période d'apprentissage ou sa formation durant l'exercice de vacances et avoir travaillé au moins un mois comme salarié ordinaire (pas comme jobiste). Être lié par un contrat de travail privé au moment de la prise des vacances « jeunes ».

Avant de prendre ses vacances « jeunes », il faut d'abord avoir épuisé les congés payés normaux. Pour les jours de vacances « jeunes », le jeune touche une allocation. Elle est à charge de l'assurance chômage.

### 3.3.3 VACANCES « SENIORS »

Vous avez plus de cinquante ans et vous pensez avoir droit à des vacances « seniors » ? Pour pouvoir bénéficier de ce système, vous devez remplir les conditions suivantes :

- Avoir au moins 50 ans au 31 décembre de l'exercice de vacances.
- Avoir droit à moins de 4 semaines de congés payés au cours de l'année des vacances et ce, en raison d'une période de chômage complet ou d'invalidité au cours de l'exercice de vacances. Si le nombre réduit de jours de congé est dû à d'autres interruptions, comme le chômage temporaire, le congé sans solde ou l'interruption de carrière, ce système n'est pas d'application.
- Vous avez déjà épuisé vos jours de congés payés normaux, soit durant une période d'emploi comme salarié, soit durant une période de chômage complet indemnisé.

Une allocation est versée pour les jours de vacances « seniors ». Elle est à charge de l'assurance chômage.

### 3.3.4 VACANCES EUROPÉENNES

Le régime de vacances européen est un complément de notre régime de vacances payé qui donne droit désormais à des congés payés dès la première année de travail ou lorsque l'on reprend le travail après une période d'inactivité. Certes, il s'agit d'une avance sur le double pécule de vacances de l'année suivante.

#### Modalités :

- Vous devez avoir travaillé pendant au moins 3 mois (période de démarrage).
- Vous bénéficiez d'une semaine de vacances par tranche de 3 mois de travail. Après la période de démarrage, vous accumulez des jours de vacances proportionnellement à vos prestations, mais vous ne devez pas attendre une nouvelle période de 3 mois complète pour obtenir des jours de vacances supplémentaires.

Exemple :

Toute personne commençant à travailler le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et souhaitant prendre des vacances à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, soit après 6 mois de travail, a droit à deux semaines de vacances européennes.

Pour bénéficier de ces vacances, il convient de remplir le formulaire de l'Office national des Vacances annuelles (à télécharger à l'adresse <https://www.rjv.fgov.be/fr/comment-b%C3%A9n%C3%A9ficier-des-vacances-suppl%C3%A9mentaires>) et de l'envoyer.

- Il est impossible de cumuler des vacances « jeunes » ou « seniors » et des vacances européennes au cours de la même année civile.
- Si possible, il est plus intéressant d'un point de vue financier de recourir au régime de vacances « jeunes » ou « seniors ».

### 3.3.5 JOURS FÉRIÉS

La loi fixe chaque année 10 jours fériés pendant lesquels on ne travaille pas.

En 2019 et 2020, les jours fériés tombent aux dates suivantes :

Jour férié	Date	Jour	Date	Jour
Nouvel an	1 janvier 2019	Mardi	1 janvier 2020	Mercredi
Lundi de Pâques	22 avril 2019	Lundi	13 avril 2020	Lundi
Fête du Travail	1 mai 2019	Mercredi	1 mai 2020	Vendredi
Ascension	30 mai 2019	Jeudi	21 mai 2020	Jeudi
Lundi de Pentecôte	10 juin 2019	Lundi	1 juin 2020	Lundi
Fête nationale	21 juillet 2019	Dimanche	21 juillet 2020	Mardi
Assomption	15 août 2019	Jeudi	15 août 2020	Samedi
Toussaint	1 novembre 2019	Vendredi	1 novembre 2020	Dimanche
Armistice	11 novembre 2019	Lundi	11 novembre 2020	Mercredi
Noël	25 décembre 2019	Mercredi	25 décembre 2020	Vendredi

Lorsqu'un jour férié tombe un dimanche ou un jour habituel d'inactivité, il doit être remplacé par un jour habituel d'activité.

Le jour de remplacement est choisi par le conseil d'entreprise ou, à défaut, par la délégation syndicale. S'il n'y a pas non plus de délégation syndicale, le jour de remplacement peut être fixé en concertation entre l'employeur et le travailleur. Si aucun jour de remplacement n'est fixé de cette manière, il est remplacé par le premier jour habituel d'activité qui suit le jour férié.

L'employeur est tenu d'informer les travailleurs des jours de remplacement avant le 15 décembre de chaque année en affichant un avis daté et signé.

Si vous travaillez quand même un jour férié, vous devez prendre votre repos compensatoire dans les 6 semaines qui suivent le jour férié. Toute personne prestant plus de 4 heures un jour férié a droit à un jour complet de repos compensatoire. Pour les prestations de moins de 4 heures, vous avez droit à au moins une demi-journée de repos compensatoire, avant ou après 13 heures. Par ailleurs, il est interdit de travailler plus de 5 heures un jour férié.

### 3.4 PETIT CHÔMAGE

Dans le secteur des électriciens, vous avez droit à des jours de petit chômage principalement dans les cas suivants :

- **Mariage**
  - Votre mariage : vous recevez 3 jours de congé dans le courant de la semaine de votre mariage ou de la semaine qui suit.
  - Contrat de vie commune : au moment de la signature et de la remise officielle d'un contrat de vie commune, vous recevez 3 jours de congé dans le courant de la semaine de cet événement ou de la semaine qui suit.

- Mariage de votre père ou de votre mère, d'un grand-père ou d'une grand-mère, de votre beau-père ou de votre belle-mère, du second mari de votre mère ou de la seconde femme de votre père, de votre enfant, de votre petit enfant, de votre frère, de votre sœur, de votre beau-frère ou de votre belle-sœur ou de n'importe quel autre membre de la famille vivant sous le même toit que vous : vous avez droit à 1 jour de congé (le jour du mariage).

## • Naissance

Naissance de votre enfant ou de l'enfant de votre conjoint(e) ou de votre partenaire cohabitant légal ou de fait : vous pouvez prendre 10 jours de congé dans les 4 mois qui suivent l'accouchement. Vous conservez votre salaire normal pendant les 3 premiers jours et vous recevez une allocation de la mutualité pour les 7 jours suivants.

## • Adoption

Lorsqu'un enfant est accueilli au sein de la famille dans le cadre d'une adoption, vous avez droit à 10 jours de congé. Ces jours sont à prendre dans les 30 jours suivant l'inscription de l'enfant au registre de la population ou des étrangers de la commune de votre domicile. Vous conservez votre salaire normal pendant les 3 premiers jours et vous recevez une allocation de la mutualité pour les 7 jours suivants.

## • Décès

- Décès de votre conjoint(e) ou partenaire, de vos parents (père, mère, deuxième conjoint(e) de votre père ou de votre mère), de votre enfant, des parents ou de l'enfant de votre conjoint(e) ou partenaire : vous avez droit à 3 jours de congé, à prendre durant une période de 30 jours à partir du jour du décès.

Si ces personnes vivent sous votre toit, vous avez droit à 4 jours de petit chômage.

- Décès de membres de la famille habitant chez vous (frère, sœur, beau-frère ou belle-sœur, beau-fils ou belle-fille, (arrière-)petit-enfant, (arrière-)grand-père ou (arrière-)grand-mère ou ces

mêmes membres de la famille de votre conjoint(e) ou partenaire : vous avez droit à 2 jours de congé, à prendre durant une période de 30 jours à partir du jour du décès.

- Décès de membres de la famille n'habitant pas chez vous (frère, sœur, beau-frère ou belle-sœur, beau-fils ou belle-fille, (arrière-)petit-enfant, (arrière-)grand-père ou (arrière-)grand-mère ou ces mêmes membres de la famille de votre conjoint(e) ou partenaire : vous avez droit à 1 jour de congé (le jour des funérailles).

- Décès de tout autre parent vivant sous le même toit : vous avez droit à 1 jour de congé, le jour des funérailles.

- Décès d'un tuteur ou d'une tutrice de l'ouvrier/ouvrière mineur(e) ou d'un enfant adoptif dont vous étiez le tuteur ou la tutrice : vous avez droit à 1 jour de congé, le jour des funérailles.

## • Divers

- Participation de votre enfant ou d'un enfant régulièrement élevé par vous à la fête de la jeunesse laïque ou à la communion solennelle : vous avez droit à 1 jour de congé pendant la semaine au cours de laquelle l'évènement a lieu ou la semaine suivante.

- Participation personnelle à un conseil de famille convoqué officiellement. Vous disposez du temps nécessaire et de maximum 1 jour de congé.

- Participation à un jury, convocation comme témoin devant les tribunaux, participation, en qualité d'assesseur, à un bureau principal de dépouillement fonctionnant lors des élections communales ou provinciales ou lors d'élections parlementaires (régionales ou communautaires, fédérales, européennes) : vous disposez du temps nécessaire et de maximum 5 jours de congé.

## 3.5 CONGÉ DE CARRIÈRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, chaque ouvrier du secteur a droit à un congé de carrière dès l'âge de 58 ans. À 58 ans, il s'agit de deux jours de congé supplémentaires par an. Un troisième jour de congé vient d'ajouter à partir de 60 ans. Le deuxième jour de congé supplémentaire à 58 ans est accordé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## EN POCHE

Nouveau ! À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, vous avez droit à 4 jours de petit chômage en cas de décès d'un membre de la famille au premier degré habitant sous le même toit. Le délai pour prendre le petit chômage en cas de décès est par ailleurs étendu à 30 jours après le jour du décès.

## 4. INTERRUPTION DE LA CARRIÈRE

### 4.1 CRÉDIT-TEMPS AVEC MOTIF ET EMPLOIS DE FIN DE CARRIÈRE

À l'origine, la CCT n° 103 prévoyait différentes formes de crédit-temps avec et sans motif. Après la suppression, dans un premier temps, de l'allocation en cas de crédit-temps sans motif, la CCT n° 103ter du 20 décembre 2016 a définitivement supprimé le crédit-temps sans motif. L'AR du 23 mai 2017 a entièrement harmonisé le droit à une allocation d'interruption et le droit au crédit-temps.

Il existe 5 motifs de soins et 1 motif de formation :

1. **Soigner son enfant** de moins de 8 ans
2. **Soigner son enfant handicapé** de moins de 21 ans
3. Dispenser des **soins palliatifs** à des personnes atteintes d'une maladie incurable et en phase terminale
4. Soigner ou assister un **membre du ménage ou de la famille gravement malade**
5. Assister ou soigner **son enfant mineur gravement malade** ou un enfant mineur gravement malade faisant partie du ménage
6. Suivre une **formation agréée**



## CRÉDIT-TEMPS AVEC MOTIF

### 1<sup>er</sup> motif : « formation »

Raison et durée	Conditions	Régime sectoriel	Conséquences pour la pension
<p>Droit à un total de 36 mois (à temps plein, à mi-temps ou à 1/5<sup>e</sup> temps) pour <b>suivre une formation</b><sup>3</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienneté de 24 mois dans l'entreprise requise</li> <li>• Le consentement de l'employeur est requis dans les entreprises occupant jusqu'à 10 travailleurs.</li> <li>• Dans les entreprises occupant plus de 10 travailleurs, le recours au crédit-temps est soumis à la limite de 5 %.</li> </ul>	<p>Un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps est possible mais requiert une CCT. <b>Une CCT sectorielle a été conclue à ce sujet dans le secteur des électriciens.</b></p>	<p>Maintien complet des droits en matière de pension</p> <p><b>Attention !</b> Il n'y a pas de calcul proportionnel en cas d'exercice du crédit-temps à temps partiel. En d'autres termes, que l'interruption soit à temps plein, à mi-temps ou à 1/5<sup>e</sup> temps, la durée maximale reste de 36 mois pour la formation et de 51 mois pour prodiguer des soins.</p>

## CRÉDIT-TEMPS AVEC MOTIF

### 2<sup>ème</sup> motif : « soins »

Raison et durée	Conditions	Régime sectoriel	Conséquences pour la pension
<p>Droit à un total de 51 mois (à temps plein, à mi-temps ou à 1/5<sup>e</sup> temps) pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soigner votre enfant jusqu'à l'âge de 8 ans (à la date de début du crédit-temps) ;</b></li> <li>• <b>prodiguer des soins palliatifs ;</b></li> <li>• <b>assister et soigner son enfant mineur gravement malade ;</b></li> <li>• <b>assister ou s'occuper d'un parent ou membre de la famille<sup>4</sup> gravement malade ;</b></li> <li>• <b>soigner son enfant handicapé jusqu'à l'âge de 21 ans.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienneté de 24 mois dans l'entreprise requise</li> <li>• Le consentement de l'employeur est requis dans les entreprises occupant jusqu'à 10 travailleurs.</li> <li>• Dans les entreprises occupant plus de 10 travailleurs, le recours au crédit-temps est soumis à la limite de 5 %.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps est possible mais requiert une CCT. <b>Une CCT sectorielle a été conclue à ce sujet dans le secteur des électriciens.</b></li> <li>• Il n'est pas nécessaire de conclure une CCT pour prendre un crédit-temps pour assister ou soigner votre enfant mineur gravement malade ou pour soigner votre enfant handicapé de moins de 21 ans.</li> </ul>	<p>Maintien complet des droits en matière de pension</p> <p><b>Attention !</b> Si vous avez déjà pris un crédit-temps avec motif « formation » (voir plus haut), celui-ci est déduit de ces 51 mois. <i>Exemple : vous avez déjà pris 30 mois de crédit-temps pour une formation. Vous avez donc encore droit à 21 mois pour soigner votre enfant gravement malade.</i></p>

(3) Au moins 360 heures par an ou 120 heures par trimestre / formation centre éducation de base ou obtention du diplôme secondaire supérieur 300 heures par an ou 100 par trimestre

(4) Membre du ménage = cohabitant et membre de la famille = 2<sup>e</sup> degré.

## CRÉDIT-TEMPS DE FIN DE CARRIÈRE (Emplois de fin de carrière)

### Préambule

- En règle générale, un ouvrier ne peut bénéficier d'un emploi de fin de carrière à 4/5e ou à mi-temps avec allocations qu'à partir de 60 ans.
- Dans certains cas, il est encore possible d'accéder à cette formule à un âge inférieur. Pour l'année **2019-2020**, l'âge d'entrée est fixé à **55 ans pour une réduction de carrière d'1/5e** et à **57 ans pour une réduction des prestations de travail jusqu'à une occupation à mi-temps**. Ce crédit-temps de fin de carrière est limité à 4 situations et requiert la conclusion d'une CCT sectorielle ou d'entreprise. **Une CCT a été conclue dans le secteur des électriciens pour 2019-2020.**

**Nouveau !** Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019, un travailleur ayant interrompu sa formule de fin de carrière pour un congé thématique peut la reprendre et bénéficier d'allocations même si la condition d'âge n'est pas remplie. Pour ce faire, le travailleur doit avoir bénéficié d'un emploi de fin de carrière avec allocations avant 2015, l'avoir interrompu pour un congé thématique et doit ensuite introduire une demande pour poursuivre son emploi de fin de carrière initial.

Situations	Conditions	Conséquences pour la pension
1. Travailler (au début du crédit-temps de fin de carrière) dans une <b>entreprise en difficulté ou en restructuration</b> ;	Si les 3 conditions liées à la reconnaissance sont remplies : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des licenciements sont évités grâce à l'introduction d'un crédit-temps de fin de carrière ;</li> <li>• le nombre de travailleurs en RCC est limité par cette introduction ;</li> <li>• le Ministre a marqué son accord.</li> </ul>	Assimilation complète

2. Prouver <b>35 ans de carrière professionnelle comme salarié</b> à votre employeur au moment de la notification ;	Les 35 ans de carrière professionnelle sont calculés comme dans le cas d'un RCC 59 ans/35 ans de carrière – métier lourd.	Assimilation au droit minimum
3. Au moment de la notification à votre employeur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• avoir travaillé pendant 5 ans au cours des 10 dernières années dans le cadre d'un <b>métier lourd</b> ;</li> <li>• ou avoir travaillé pendant 7 ans au cours des 15 dernières années dans le cadre d'un métier lourd ;</li> </ul>	Métier lourd (comme en cas de RCC) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipes successives</li> <li>• Services interrompus</li> </ul>	Assimilation complète
4. Prouver <b>20 ans d'occupation en régime de nuit</b> au moment de la notification à votre employeur.	Travail de nuit : régimes de travail dont les prestations sont comprises entre 20 h et 6 h.	Assimilation complète

### EXCEPTIONS : CRÉDIT-TEMPS À PARTIR DE 50 ANS

- La CCT n° 103 prévoit encore la possibilité de prendre un crédit-temps fin de carrière à partir de 50 ans. Vous pouvez donc encore bénéficier de ce système, mais seulement dans des conditions strictes et sans allocations d'interruption.
- Il n'y a donc pas d'assimilations pour votre pension

## CRÉDIT-TEMPS DE FIN DE CARRIÈRE (Emplois de fin de carrière)

Types d'emplois de fin de carrière	Conditions de carrière et d'occupation	Conditions supplémentaires		Conséquences pour la pension
<p><b>Exc. 1 :</b>  <b>droit à une réduction à mi-temps</b>            • À partir de 50 ans : travailleurs ayant exercé un <b>métier lourd</b> figurant également sur la liste des <b>métiers en pénurie</b></p>	25 ans de carrière - 24 mois au moins %	Soumis au seuil de 5 %		Pas d'assimilation
<p><b>Exc. 2 :</b>  <b>droit à une réduction d'1/5e</b>            • À partir de 50 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailleurs ayant exercé un métier lourd ;</li> </ul>	25 ans de carrière - 24 mois à temps plein ou à 4/5e	Pas de CCT sectorielle pour le secteur des électriciens	Soumis au seuil de 5 %	Pas d'assimilation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ou travailleurs comptant une carrière de 28 années à temps plein au moment de la notification et moyennant une <b>CCT sectorielle</b></li> </ul>	28 ans de carrière - 24 mois à temps plein ou à 4/5e			Pas d'assimilation
<p><b>Exc. 3 :</b>  <b>droit à une réduction à mi-temps et d'1/5e</b>            • À partir de 50 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprise en difficulté ou en restructuration</li> <li>- Date de début dans la période de reconnaissance</li> <li>- Démontrer que, grâce à des emplois de fin de carrière               <ul style="list-style-type: none"> <li>• des licenciements sont évités ;</li> <li>• le chômage avec complément d'entreprise est diminué ;</li> <li>• le ministre confirme les conditions</li> </ul> </li> </ul>	25 ans de carrière - 24 mois à temps plein ou à 4/5e	Soumis au seuil de 5 %		Pas d'assimilation

## 4.2 CONGÉS THÉMATIQUES

### 4.2.1 GÉNÉRALITÉS

Outre le droit à un crédit-temps avec motif et à des emplois de fin de carrière, chaque ouvrier a droit à 3 types de crédit soins qui sont le **congé parental**, le **congé pour soins à un parent gravement malade** et le **congé pour soins palliatifs**.

La prise d'un de ces types de crédits soins n'influence aucunement vos autres droits au crédit-temps ou à des emplois de fin de carrière.

	Congé parental	Soins à un parent gravement malade	Soins palliatifs
<b>Droit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• pour chaque parent</li> <li>• enfant de moins de 12 ans, aussi bien en cas de naissance qu'en cas d'adoption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• chaque travailleur, à condition de présenter un certificat<sup>5</sup> du médecin traitant</li> <li>• membre du ménage ou de la famille<sup>6</sup> souffrant d'une maladie grave</li> <li>• plusieurs travailleurs peuvent revendiquer ce droit pour une même personne malade</li> </ul>	<p><b>chaque travailleur, à condition de présenter un certificat du médecin traitant démontrant que quelqu'un est en phase terminale</b></p>
<b>Formes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 mois à temps plein par enfant<sup>7</sup></li> <li>• 8 mois à mi-temps par enfant</li> <li>• 1/5e pendant 20 mois</li> <li>• 1/10e pendant 40 mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• maximum 12<sup>8</sup> mois à temps plein</li> <li>• maximum 24 mois à mi-temps ou à 1/5e</li> </ul>	à temps plein ou proportionnellement pendant 1 mois, mais peut être prolongé 2x d'1 mois
<b>Droits sociaux</b>	Les allocations de pension, de maladie ou de	chômage sont calculées à partir du salaire à temps plein.	

**Nouveau!** Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2019, le congé parental peut être pris de manière bien plus flexible : sous la forme d'une réduction d'1/10<sup>e</sup> ou durant des périodes plus courtes qu'un mois. Cela vaut également pour la prise d'un congé pour assistance médicale. Le travailleur ne peut toutefois profiter de ces possibilités qu'avec l'accord de l'employeur.

*(5) Ce certificat doit démontrer d'une part que le travailleur se déclare prêt à dispenser des soins ou une assistance, mais également qu'un « besoin en soins » justifie l'interruption.*

*(6) Membre du ménage = toute personne vivant sous le même toit que le travailleur; membre de la famille = parents jusqu'au 2e degré et alliés jusqu'au premier degré du travailleur.*

*(7) Les parents d'enfants (de moins de 12 ans) nés avant le 8 mars 2012 reçoivent seulement une allocation pour les 3 premiers mois à temps plein, pour les 6 premiers mois à mi-temps et pour les 15 premiers mois à 1/5e.*

*(8) Ce système peut être prolongé jusqu'à maximum 24 mois pour les personnes vivant seules et si l'assistance médicale est requise pour un enfant âgé de maximum 16 ans.*

## 4.2.2 CONGÉ DE SOINS POUR L'HOSPITALISATION D'UN ENFANT MALADE

Il s'agit d'une forme particulière de congé de soins pour un enfant membre de la famille et gravement malade.

En cas d'hospitalisation de votre enfant mineur (parent du 1<sup>er</sup> degré et co-habitant ou chargé de son éducation), vous pouvez prendre une semaine de congé de soins. Ce congé peut encore être prolongé d'une semaine.

À cette fin, vous informez votre employeur au moins 7 jours avant l'hospitalisation, en lui fournissant une attestation de l'hôpital. En cas de situations imprévues, vous devez fournir cette attestation le plus vite possible.

## 4.3 CONGÉ DE MATERNITÉ ET DE PATERNITÉ

### 4.3.1 CONGÉ DE MATERNITÉ

#### 4.3.1.1 REPOS DE MATERNITÉ

Le repos de maternité dure 15 semaines et comprend 2 périodes :

- **Le congé prénatal : 6 semaines**

Il convient de prendre le congé prénatal au moins une semaine avant la date prévue de l'accouchement. Les 5 autres semaines peuvent être converties en congé postnatal. Attention : cela ne vaut pas pour tous les types de congé prénatal. Les jours convertibles sont notamment les jours de travail et de pointage et les jours de congé légaux. En principe, les jours de maladie ne sont pas convertibles.

- **Le congé postnatal : 9 semaines**

Le congé postnatal commence en principe le jour de l'accouchement et comporte 9 semaines. Si la travailleuse accouche un jour où elle a déjà commencé à travailler, le congé postnatal commence le lendemain de l'accouchement. Le congé postnatal peut être prolongé de la partie

convertible du congé prénatal. Si la travailleuse peut prolonger l'interruption de travail d'au moins 2 semaines après la 9<sup>e</sup> semaine, les 2 dernières semaines de congé postnatal peuvent être converties à sa demande en jours de congé postnatal. Ces jours de congé doivent être pris dans les 8 semaines à compter de la fin de la période de congé postnatal.

#### 4.3.1.2 CONGÉ PROPHYLACTIQUE

Une travailleuse peut prendre un congé prophylactique pour allaiter ou si elle ne peut plus travailler pendant ou après sa grossesse en raison du risque pour sa santé, ou du moins plus au poste qu'elle occupe normalement.

Dès lors, si elle exerce temporairement une autre fonction, l'employeur doit lui payer le salaire de cette fonction. En cas de différence de salaire, le salaire pour la fonction temporaire est adapté par l'octroi d'une indemnité.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause de congé prophylactique, elle n'a pas droit à un salaire. Elle reçoit alors une indemnité équivalant à 90 % de son salaire brut plafonné. Les deux indemnités sont à charge de la mutualité.

#### 4.3.1.3 PAUSES D'ALLAITEMENT

Chaque ouvrière a le droit de prendre des pauses d'allaitement (CCT n° 80 du CNT).

En tant que travailleuse, vous avez le droit de suspendre votre contrat de travail pour allaiter votre enfant et/ou pour tirer du lait jusqu'à 9 mois après la naissance. La durée des pauses dépend du temps de travail effectif : une pause d'une demi-heure pour une prestation de 4 heures ou plus par jour ; deux pauses d'une demi-heure chacune pouvant être prises en une ou deux fois sur une journée pour une prestation journalière de minimum 7,5 heures. Le nombre de pauses est illimité.

Pour ces heures ou ces demi-heures de pause d'allaitement, vous recevez une indemnité équivalant à 82 % de votre salaire brut qui vous aurait été dû pour ces pauses. Cette indemnité est à charge de la mutualité.

### 4.3.2 CONGÉ DE PATERNITÉ

À la naissance d'un enfant dont votre paternité est établie, vous pouvez prétendre à 10 jours de congé de paternité. Vous devez les prendre dans les 4 mois qui suivent la date de l'accouchement. Les 3 premiers jours sont à charge de l'employeur, les 7 jours suivants sont payés par la mutualité.

### 4.3.3 CONGÉ DE NAISSANCE POUR COPARENTS

Lorsqu'à la naissance de l'enfant, un lien de parenté est établi uniquement avec la mère, l'ouvrier coparent a le droit de s'absenter du travail pendant 10 jours. Ces jours sont à choisir par l'ouvrier dans les 4 mois qui suivent l'accouchement.

Ce droit revient à l'ouvrier-coparent qui, au moment de la naissance, est marié ou cohabite légalement ou dans les faits avec la personne dont le lien de parenté a été établi. Il peut s'agir de la partenaire lesbienne de la mère ou d'un partenaire masculin qui n'a pas reconnu l'enfant.

Dans le secteur des électriciens, ce type de petit chômage a été repris dans le régime sectoriel.

### 4.3.4 CONGÉ D'ADOPTION

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002, le travailleur accueillant un enfant dans sa famille dans le cadre d'une procédure d'adoption a droit à 10 jours de congé d'adoption. L'employeur paie 3 jours de ce congé et la mutualité en paie 7.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, ce congé d'adoption a été prolongé jusqu'à maximum six semaines. La durée est doublée lorsque l'enfant pré-

sente une incapacité physique ou mentale. En outre, une prolongation progressive d'une semaine tous les deux ans de la durée du congé est prévue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les parents adoptifs se partagent les semaines supplémentaires.

### 4.3.5 CONGÉ PARENTAL D'ACCUEIL

Les travailleurs désignés comme parents d'accueil et recevant un enfant mineur dans leur famille dans le cadre d'un placement de longue durée jouissent d'un régime similaire à celui du congé d'adoption.

## 4.4. CONGÉ POUR RAISONS IMPÉRIEUSES (CONGÉ FAMILIAL)

Un travailleur peut s'absenter pendant maximum 10 jours par année civile pour des « raisons impérieuses ».

### Raisons impérieuses

Tout évènement imprévu indépendant du travail :

- maladie, accident ou hospitalisation d'une personne vivant sous le même toit que le travailleur ou d'un parent du 1<sup>er</sup> degré ;
- dégâts matériels aux biens appartenant au travailleur ;
- comparution à une audience où le travailleur est partie ;
- autres raisons définies dans l'entreprise.

L'employeur doit être informé au préalable et, s'il en fait la demande, le travailleur doit fournir la preuve des raisons impérieuses.

### 10 jours

Le congé n'est pas payé, sauf disposition contraire dans une CCT. En revanche, les jours sont assimilés pour la Sécurité sociale, mais pas pour le calcul des congés annuels.

## 5. RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE (RCC)

### 5.1 RÉGIME GÉNÉRAL ET SECTORIEL

L'âge de base pour pouvoir accéder au RCC est en principe de 62 ans (avec 40 ans de carrière pour les hommes et 35 ans/36 ans de carrière pour les femmes en 2019/2020). Ces conditions sont fixées dans la CCT n°17.

Dans certains cas spécifiques, il est possible d'accéder à cette formule à un âge inférieur. Pour les métiers lourds, les longues carrières et le travail de nuit, l'âge minimum est fixé à 59 ans en 2019-2020.

Pour le RCC d'entreprise en difficulté/restructuration, l'âge est fixé à 58 ans à partir de 2019, sauf si le licenciement collectif a déjà été annoncé en 2018 (l'âge reste alors de 56 ans).

Les conditions pour ne pas devoir être **disponible** pour le marché du travail ont également été renforcées. À partir de 2019, il convient d'avoir 62 ans et 42 ans de carrière en cas de métier lourd, de longue carrière et d'entreprises en difficulté/restructuration. À partir de 2020, l'âge est porté à 65 ans avec une carrière de 43 ans pour les entreprises en difficulté/restructuration.

### RCC - SITUATION 2019-2020

Régime RCC	Âge minimum	Passé professionnel minimum requis		CCT	Possibilité le secteur des électriciens
Régime général	62 ans 60 ans par le biais d'un régime transitoire ou d'un système de « cliquet »	Hommes 40 ans	Femmes 35 ans (2019) 36 ans (2020)	CCT n° 17 trices sexes	Possible
RCC 35 ans de carrière	59 ans <sup>9</sup>	35 ans <sup>10</sup> + métier lourd ou 20 ans de travail de nuit		CCT n° 132	CCT sectorielle du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2020 inclus
RCC 33 ans de carrière	59 ans	33 ans + métier lourd <sup>11</sup>		CCT n° 130/131	CCT sectorielle du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2020 inclus
RCC 40 ans de carrière	59 ans	40 ans		CCT n° 134/135	CCT sectorielle du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2020 inclus
RCC médical	58 ans	35 ans + certificat du médecin Fedris <sup>12</sup>		CCT n° 133	Une CCT sectorielle ou d'entreprise n'est pas nécessaire
RCC pour une entreprise en difficulté ou en restructuration	58 ans en 2019 59 ans en 2020 60 ans en 2021	10 ans dans le secteur au cours des 15 dernières années, ou 20 ans en général		CCT n° 136	CCT d'entreprise nécessaire

(9) Agence fédérale des risques professionnels (fusion entre les anciens fonds des accidents du travail et risques professionnels) Site Internet : [www.fedris.be](http://www.fedris.be)

(10) La condition d'âge de 59 ans doit être remplie au moment du licenciement et au plus tard fin 2020.

(11) La condition de carrière peut être remplie au plus tard le dernier jour presté.

(12) 5 ans au cours des 10 dernières années ou 7 ans au cours des 15 dernières années, travail de nuit, travail en équipes ou services interrompus.

## EN POCHE

- L'âge pour accéder au RCC est en principe de 62 ans avec 40 ans de carrière pour les hommes et 35 ans/ 36 ans pour les femmes.
- L'âge pour les RCC dérogatoires (métier lourd, longue carrière et travail de nuit) reste fixé à 59 ans jusqu'au 31 décembre 2021.

### 5.2 ANCRAGE DE VOS DROITS

Les conditions d'âge et d'ancienneté pour le RCC sont de plus en plus sévères.

Avec ces conditions strictes, un travailleur risque de remplir les critères à un moment déterminé, mais plus à la fin de son contrat de travail ou à la fin de la période de validité de la CCT, car les conditions auront été renforcées entre-temps.

Pour éviter une telle situation, vous pouvez ancrer vos droits. Vous devez pour cela avoir atteint les conditions d'âge et de carrière pendant la durée de validité de la CCT.

L'ancrage de votre droit au RCC peut uniquement s'appliquer à un RCC à 62 ans, y compris l'exception à 60 ans (CCT n° 17 tricies sexes). Cette possibilité est exclue pour tous les autres RCC.

### 5.3 DISPONIBILITÉ ADAPTÉE

Jusqu'au 31 décembre 2014, les ouvriers prépensionnés ne devaient pas être disponibles sur le marché du travail. Par contre, les ouvriers entrant dans un système de RCC après le 1<sup>er</sup> janvier 2015 doivent en principe être disponibles pour le marché du travail.

Il s'agit de la disponibilité adaptée : ils ne sont pas obligés de chercher activement du travail, mais doivent répondre à d'autres obligations.

Voici de plus amples informations sur la disponibilité adaptée et sur les possibilités d'en être dispensé.

#### Quelles sont les implications de cette disponibilité adaptée pour vous ?

- Vous devez rester inscrit comme demandeur d'emploi ;
- Vous devez accepter tout travail ou toute formation appropriée) ;
- Vous devez vous présenter au VDAB ou chez un employeur si le VDAB vous le demande ;
- Vous devez participer aux formules d'accompagnement, etc. proposées par le VDAB ;
- Le VDAB vous présentera un plan d'action individuel, au plus tard 9 mois après le début de votre période de chômage. Ce plan d'action tiendra compte de vos possibilités individuelles. Une évaluation sera réalisée un an plus tard.
- Si vous ne respectez pas vos obligations, vous risquez d'être exclu temporairement ou définitivement du droit aux allocations.



## Qui peut demander une dispense de la disponibilité adaptée ?

DISPENSE DE LA DISPONIBILITÉ ADAPTÉE	
Régime RCC	Modalités
RCC 62 ans (CCT n° 17 tricies sexes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous prouvez un passé professionnel de 43 ans</li> </ul>
RCC 60 ans (exception à la CCT n° 17 tricies sexes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous prouvez un passé professionnel de 42 ans</li> </ul>
RCC 59 / 35 ans – métier lourd	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous avez 62 ans ou</li> <li>• Si vous prouvez un passé professionnel de 42 ans</li> </ul>
RCC 59 / 40 ans – très longue carrière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous avez 62 ans ou</li> <li>• Si vous prouvez un passé professionnel de 42 ans</li> </ul>
RCC 59 / 33 / 20 ans + métier lourd	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous avez 62 ans ou</li> <li>• Si vous prouvez un passé professionnel de 42 ans</li> </ul>
RCC médical	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de conditions particulières, donc à partir de 58 ans et 35 ans de passé professionnel</li> </ul>
RCC entreprise reconnue comme en difficulté / restructuration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si vous êtes âgé de 62 ans ou si vous prouvez un passé professionnel de 42 ans (2019)</li> <li>• Si vous êtes âgé de 65 ans ou si vous prouvez un passé professionnel de 43 ans (2020)</li> </ul>

## 6. FORMATION

### 6.1 EFFORTS DE FORMATION

L'intervention patronale pour la formation permanente s'élève à 0,60 % des salaires bruts des ouvriers.

La loi Peeters a remplacé l'ancien objectif interprofessionnel de 1,9 % de la masse salariale totale par un objectif interprofessionnel de 5 jours en moyenne par travailleur par an. En exécution de la loi, les secteurs doivent définir un trajet d'évolution pour atteindre cet objectif.

### 6.2 CRÉDIT DE FORMATION

Dans le secteur des électriciens, il existe un droit collectif à la formation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Chaque employeur constitue un crédit-formation de 8 heures par ouvrier par an. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le crédit-formation est de 2 jours par ouvrier par an. Ce crédit-formation est réparti le mieux possible entre toutes les catégories d'ouvriers.

Ce crédit-prime garantit la formation permanente des ouvriers. On entend par « formation permanente » la formation qui encourage le savoir-faire de l'ouvrier, renforce sa position sur le marché du travail et répond aux besoins de l'entreprise et du secteur. La formation permanente est organisée pendant les heures de travail et doit passer le plus possible par l'organisme de formation paritaire Volta.

Chaque fois que l'employeur utilise le crédit-formation pour organiser des formations agréées par Volta pour ses ouvriers, il reçoit une prime à condition d'avoir déposé chez Volta un dossier de demande de prime dûment complété. Pendant la formation, l'ouvrier reçoit son salaire de l'employeur.

Dans les entreprises possédant une délégation syndicale, le crédit-prime ne peut être appliqué que sur la base de plans de formation approuvés paritairement (voir le point 6.3).

Pour les formations agréées prévoyant un test de compétences, un droit de remédiation est également prévu. En cas d'échec, le travailleur a le droit de retenter sa chance une seule fois, éventuellement avec un soutien et une formation de Volta.

Vous obtiendrez plus d'informations au sujet de Volta sur leur site Internet : <https://www.volta-org.be/fr>.

### 6.3 PLANS DE FORMATION D'ENTREPRISE

Dans les entreprises pourvues d'une délégation syndicale, l'élaboration et la modification d'un plan de formation d'entreprise doivent être approuvées paritairement au sein de l'entreprise. Si la concertation à ce propos ne donne rien, les parties impliquées peuvent solliciter l'accompagnement de Volta. Le plan de formation d'entreprise doit être transmis chaque année à Volta avant le 15 février.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, les discussions concernant le plan de formation doivent débuter avant le 15 novembre de l'année civile précédente.

**Nouveau !** Une procédure a été élaborée dans l'accord national 2019-2020. Elle doit être suivie lorsque la délégation des travailleurs au CE refuse d'approuver le plan de formation d'entreprise. Cette procédure devra être appliquée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Si des entreprises dépourvues de délégation syndicale sont disposées à élaborer un plan de formation, les parties impliquées peuvent solliciter l'accompagnement de Volta à ce sujet.

L'exécution du plan de formation d'entreprise est suivie de façon paritaire au sein de l'entreprise et est évaluée chaque année. L'évaluation est réalisée au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, en concertation avec la délégation syndicale ou par la sous-commission paritaire.

Volta doit également assurer le suivi des plans de formation d'entreprise dans le but d'augmenter d'une part le nombre de plans de formation et d'améliorer d'autre part la qualité des plans de formation sectoriels.

### 6.4 DROIT À LA FORMATION

Si auparavant l'employeur était le seul à pouvoir régler l'inscription de son (ses) ouvrier(s), les ouvriers et ouvrières peuvent désormais suivre de leur propre initiative une formation de Volta. Chaque ouvrier jouit d'un droit individuel et contraignant à 1 jour de formation par an.

#### Attention !

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le droit individuel à la formation d'1 jour par ouvrier par an est utilisé pour des formations pertinentes pour l'entreprise et en vue d'améliorer l'employabilité de l'ouvrier sur le marché du travail.

Outre le « droit individuel à la formation » décrit ci-dessus, l'ancien système selon lequel un employeur peut inscrire ses ouvriers à une formation agréée par Volta reste d'application. De nouveau, cette formation ne peut être dispensée que pendant les heures de travail.

## EN POCHE

- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, il convient de suivre une procédure lorsque la délégation des travailleurs au CE refuse d'approuver le plan de formation d'entreprise.

## 6.5 PASSEPORT DE FORMATION ET CERTIFICAT D'EXPÉRIENCE

Lorsqu'un ouvrier du secteur a participé à une formation agréée par Volta, il reçoit une attestation de participation à titre personnel qu'il convient de coller sur son passeport de formation personnel. Ce passeport de formation lui donne un aperçu des formations agréées par Volta qu'il a suivies.

Le temps dont un ouvrier a besoin pour passer un test de compétences en vue d'obtenir un certificat doit être considéré comme une absence payée, avec un maximum d'1 jour par année civile. De plus, les ouvriers se voient rembourser les frais de déplacement encourus à cette date.

## 6.6 CV DE FORMATION

La nouvelle CCT relative au CV de formation est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Elle exige que chaque entreprise tienne un CV de formation pour chaque travailleur ressortissant à la sCP 149.01.

Vous pouvez obtenir le login pour accéder à votre CV de formation sur le site Internet <http://www.volta-org.be>;

## 6.7 CLAUSE D'ÉCOLAGE

L'employeur ne peut pas réclamer de frais de formation à l'ouvrier par le biais d'une clause d'écolage pour des formations pour lesquelles Volta paie une prime à l'employeur et pour des formations obligatoires.

## 6.8 CONGÉ DE FORMATION FLAMAND (CFF)

La réglementation relative au congé de formation flamand (CFF) (Vlaams Opleidingsverlof/VOV) entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019. Il s'agit de la version réformée du congé éducation payé (CEP).

Sous certaines conditions, les travailleurs du secteur privé ont droit au congé de formation flamand. Ils peuvent s'absenter du travail pour suivre une formation agréée sans interruption du paiement du salaire (plafonné). A l'issue de la formation, l'employeur peut se voir rembourser un montant forfaitaire à titre de compensation.

### 6.8.1 CONDITIONS

Pour avoir droit à un CFF, il convient de remplir trois conditions :

- la formation doit être enregistrée dans la base de données de formations flamandes ;
- le travailleur doit être occupé au moins à mi-temps dans le secteur privé en Région flamande ;
- comme mentionné dans le contrat de travail, l'unité d'établissement du salarié doit être située en Région flamande.

### 6.8.2 QUELLES FORMATIONS ?

Si vous remplissez les conditions susmentionnées, vous pouvez faire usage du CFF pour les cours suivants :

- Formations axées sur le marché du travail (enregistrées dans la base de données de formations flamandes)
- Formations axées sur la carrière (elles sont recommandées dans le cadre d'un plan de développement personnel et s'inscrivent dans la trajectoire d'une orientation professionnelle)
- Présentation d'examens à la commission flamande d'examens
- Présentation d'examens organisés par la Communauté flamande pour reconnaître les compétences précédemment acquises (preuve de l'expérience)

Les cours organisés par les syndicats (donc aussi les formations de la FGTB Métal), sont considérés comme des formations axées sur le

marché du travail. Si vous suivez une formation à la FGTB Métal, le syndicat vous rembourse d'ailleurs votre perte de salaire si vous gagnez plus que le montant brut plafonné.

### **6.8.3 NOMBRE D'HEURES DE CFF PAR ANNÉE SCOLAIRE**

Chaque travailleur occupé à temps plein a droit à un maximum de 125 heures de CFF par année scolaire. Votre nombre d'heures concret est déterminé par :

#### **1. Votre pourcentage d'occupation**

- Vous travaillez à temps partiel (minimum 50 %) ? Dans ce cas, le nombre maximum d'heures sera recalculé sur la base de votre pourcentage d'occupation (au mois de septembre). Par exemple : vous travaillez à 3/4 temps, soit à 75 %, en septembre 2019. Vous avez alors droit à 93,75 heures de CFF pour l'année scolaire concernée.
- Vous travaillez à 50 % avec un horaire fixe ? Dans ce cas, vous n'avez droit au CFF que si les heures de cours ou les examens coïncident avec vos heures de travail (vous ne pouvez jouir du CFF que pendant ces heures coïncidentes).
- Vous travaillez à moins de 50 % ? Dans ce cas, vous n'avez en principe pas droit au CFF (sauf si vous travaillez au moins 50 % du mois du début de votre première formation).

#### **2. Le type de formation/d'examen que vous suivez**

- Formations requérant une présence régulière : nombre d'heures de CFF conformément au nombre d'heures de cours suivies
- Formations basées sur des crédits : 4 heures de CFF par crédit (Exception : formations HB05 : 6 heures de CFF par crédit jusqu'à l'année scolaire 2021-2022)

- Formations dans le cadre de l'enseignement pour adultes : nombre d'heures de CFF conformément au nombre d'heures de cours prévu de la formation
- Présentation des examens devant la commission d'examens : 8 heures de CFF par examen
- Présentation des examens pour la reconnaissance de compétences acquises : 16 heures de CFF

### **6.8.4 SALAIRE**

Le nombre d'heures pendant lesquelles vous pouvez vous absenter du travail en conservant votre salaire est égal au nombre d'heures de cours que vous suivez. On ne vous paie que les heures durant lesquelles vous avez effectivement assisté à un cours. Le salaire en cas de prise de CFF est plafonné à 2.928 euros brut par mois pour l'année scolaire 2018-2019 (c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019). Pour le salaire plafonné pour l'année scolaire 2019-2020, consultez la version numérique de cet « En poche ».

### **6.8.5 RÉGIME TRANSITOIRE**

Un ouvrier ayant commencé avant le 1<sup>er</sup> septembre 2019 une formation donnant droit à un congé-éducation payé (CEP) conserve ce droit jusqu'à la troisième année suivie de la formation. Ce régime transitoire est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard.

#### **Attention !**

Le congé-éducation payé (CEP) reste d'application pour la Région de Bruxelles-Capitale. Retrouvez davantage d'informations sur le CEP sur le site <http://werk-economie-emploi.brussels/fr/conge-education-payee-travailleur>.

## 7. TRAVAIL FAISABLE

Nous devons tous travailler plus longtemps. L'âge de la pension sera porté à 67 ans d'ici 2030, ce qui n'est pas une sinécure pour les jeunes et les travailleurs âgés du secteur des électriciens. Depuis 2015-2016, nous nous efforçons donc d'améliorer la faisabilité du travail dans le secteur. En 2019-2020, ces efforts déboucheront pour la première fois sur des initiatives concrètes. Les partenaires sociaux du secteur se sont engagés à conclure une convention collective de travail sectorielle sur le travail faisable pour le 31 décembre 2019. Elle entrera en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et se fonde sur les principes suivants :

### Mesures au niveau de l'entreprise

Les entreprises seront tenues d'analyser les mesures pouvant être prises pour améliorer la faisabilité du travail au sein de leur entreprise, en accordant une attention particulière au stress, au burn-out et à l'ergonomie. Les entreprises mèneront cette étude en concertation avec les syndicats au niveau de l'entreprise (CE, CPPT ou DS). Des outils seront développés par Volta afin de soutenir les entreprises.

### Accompagnement de carrière

Les ouvriers du secteur auront droit à un entretien de carrière avec leur employeur au moins une fois tous les cinq ans. Les ouvriers suivant un accompagnement de carrière pourront bénéficier d'une intervention du FSE dans les coûts des chèques-carrière commandés auprès du VDAB. Les ouvriers n'ayant pas droit à des chèques-carrière recevront un remboursement de maximum 80 euros par période de six ans.

### Formule de fin de carrière « douce »

Les ouvriers de 58 ans et plus qui changent de fonction, deviennent parrain dans le cadre d'un trajet de parrainage ou passent d'un travail

en équipes ou d'un régime de nuit à un régime de jour auront droit à une indemnité du FSE. Un ouvrier de 60 ans et plus passant d'un travail à temps plein à un 4/5e temps pourra également recevoir l'indemnité. Celle-ci compensera la différence entre le salaire brut après le changement de carrière et le salaire brut pour des prestations normales pendant le mois précédant le changement de carrière, avec un maximum de 160 euros bruts par mois.

### Parrainage

Volta développera une formation de parrainage de 4 jours, gratuite pour tous les parrains, entrant en ligne de compte pour le congé de formation flamand et le congé-éducation payé. Pour chacun des 4 jours, l'employeur se verra également accorder un demi crédit-prime.

### Accueil d'enfants

En prévision de la CCT, une intervention dans les frais d'accueil d'enfants est déjà introduite dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les ouvriers ayant des enfants âgés de maximum 3 ans peuvent bénéficier d'une indemnité du FSE de 3 euros par jour et par enfant, avec un maximum de 300 euros par an et par enfant, à condition que les enfants soient gardés dans un centre reconnu par Kind&Gezin ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance et qu'une attestation fiscale soit fournie.

## 8. FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE

Voici un aperçu des indemnités complémentaires payées par le Fonds de Sécurité d'Existence (montants applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019). Retrouvez toutes les informations ainsi que les formulaires nécessaires sur le site Internet du FSE: <https://www.fbz-fse-elec.be>.

<p><b>I. Chômage temporaire</b></p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bénéficier d'allocations de chômage légales</li> <li>• être au service d'un employeur du secteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 11,63 euros par allocation de chômage</li> <li>- 5,82 euros par demi-allocation de chômage</li> </ul> </li> <li>• Durée :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maximum 150 jours par année civile dont 60 jours payés par le Fonds</li> <li>- illimité en cas de chômage temporaire pour force majeure, d'incident technique, de fermeture de l'entreprise pour congés annuels et intempéries</li> </ul> </li> <li>• <b>aussi pour les vacances « jeunes » et « seniors ».</b></li> </ul>
<p><b>II. Chômage complet</b></p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bénéficier d'allocations de chômage légales</li> <li>• avoir été licencié par un employeur du secteur</li> <li>• avoir accumulé au moins 5 années d'ancienneté dans le secteur</li> <li>• temps d'attente de 15 jours civils</li> </ul> <p><b>(Système appelé à disparaître : voir remarque)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6,12 euros par allocation de chômage</li> <li>- 3,06 euros par demi-allocation de chômage</li> </ul> </li> <li>• Durée :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- pendant 120 jours</li> <li>- pendant 200 jours si 45 ans et plus au début du chômage</li> </ul> </li> </ul>

<p><b>III. Chômeurs âgés sans droit au régime conventionnel de chômage avec complément d'entreprise (RCC = ex-prépension)</b></p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bénéficier d'allocations de chômage légales</li> <li>• avoir été licencié par un employeur du secteur</li> <li>• avoir accumulé au moins 5 années d'ancienneté dans le secteur</li> <li>• plus de 55 ans</li> </ul> <p><b>(Système appelé à disparaître : voir remarque)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6,12 euros par allocation de chômage complète</li> <li>- 3,06 euros par demi-allocation de chômage</li> </ul> </li> <li>• Durée : jusqu'à la pension légale</li> </ul>
<p><b>IV. Régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC = ex-prépension)</b></p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• être licencié dans le cadre d'un RCC</li> <li>• avoir accumulé au moins 5 années d'ancienneté dans le secteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• à charge du Fonds : la moitié de la différence entre le salaire de référence net (= dernier salaire net) et les allocations de chômage.</li> <li>• avec un minimum de 6,12 euros par jour</li> <li>• Si vous cliquez vos droits au RCC auprès de l'ONem, ceux-ci sont également cliqués au sein du Fonds.</li> </ul>
<p><b>V. Maladie</b></p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• être au service d'un employeur du secteur</li> <li>• bénéficier des allocations de maladie légales</li> <li>• en cas de reprise du travail à temps partiel : octroi au prorata d'une indemnité complémentaire de maladie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,73 euro/jour (6 allocations par semaine)</li> <li>- 0,86 euro/demi-jour (6 allocations par semaine)</li> </ul> </li> <li>• Durée : pendant 36 mois maximum</li> </ul>

<p><b>VI Malades âgés</b> Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plus de 55 ans</li> <li>• être au service d'un employeur du secteur</li> <li>• bénéficier des allocations de maladie légales</li> <li>• en cas de reprise du travail à temps partiel : octroi au prorata d'une indemnité complémentaire de maladie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8,46 euros par allocation de maladie complète</li> <li>- 4,23 euros par demi-allocation de maladie</li> </ul> </li> <li>• Durée : jusqu'à la pension légale</li> <li>• Stage d'attente : 30 jours civils</li> </ul>
<p><b>VII. Réduction des prestations à un mi-temps :</b> Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plus de 53 ans</li> <li>• bénéficier d'une allocation de l'ONEm</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant : 76,00 euros par mois</li> <li>• Durée : pendant 60 mois</li> </ul>
<p><b>VIII. Emploi de fin de carrière 1/5e</b> Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plus de 60 ans</li> <li>• plus de 55 ans pour 1/5e et plus de 57 ans pour un mi-temps dans les cas définis dans la CCT n °137</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant : 30,41 euros par mois</li> <li>• Durée : jusqu'à l'âge de la pension légale</li> </ul>
<p><b>IX. Accueil d'enfants</b> Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• avoir des enfants de maximum 3 ans dans un centre agréé</li> <li>• être occupé dans le secteur au moment de la demande + attestation fiscale</li> </ul>	<p>Intervention de 3 euros par jour par enfant, avec un maximum de 300 euros par enfant par an</p>
<p><b>X. Fermeture de l'entreprise</b> Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• être âgé d'au moins 45 ans</li> <li>• avoir accumulé 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise</li> <li>• ne pas être réemployé dans les 30 jours après être licencié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 304,02 euros + 15,31 euros par année d'ancienneté.</li> <li>- maximum 1000,69 euros</li> </ul> </li> </ul>

## Attention !

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, les chômeurs âgés ne reçoivent plus d'indemnités complémentaires en cas de chômage complet, sauf si :

- pour les ouvriers sous contrat à durée déterminée ;
- pour les ouvriers licenciés après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans le cadre de licenciements collectifs jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- pour les ouvriers qui ont déjà reçu des indemnités complémentaires en cas de chômage complet à la date du 30 juin 2015 et peuvent encore puiser dans leur solde.

## 9. CONCERTATION SOCIALE

### 9.1 DÉLÉGATION SYNDICALE

Il est possible de constituer une délégation syndicale au sein de l'entreprise, moyennant le respect de certaines conditions.

Une délégation syndicale peut être constituée dans le secteur des électriciens dans les cas suivants :

**Pour les entreprises occupant au moins 50 ouvriers**, le nombre de délégués est établi comme suit :

- de 50 à 150 ouvriers : 4 délégués effectifs + 4 délégués suppléants ;
- de 151 à 200 ouvriers : 5 délégués effectifs + 5 délégués suppléants ;

**Pour les entreprises occupant plus de 200 ouvriers**, un délégué effectif et suppléant supplémentaire est désigné par tranche entamée de 50 ouvriers.

Une délégation syndicale peut également être constituée dans les petites entreprises de moins de 50 ouvriers. Ces entreprises doivent toutefois compter au moins 35 travailleurs, dont au moins 30 ont le statut d'ouvrier. Une délégation syndicale peut être constituée dans ces entreprises à la demande écrite d'un ou plusieurs syndicat(s). 2 mandats effectifs sont disponibles pour ces entreprises, à condition qu'au moins 50 % des ouvriers demandent l'installation d'une délégation syndicale.

Si vous souhaitez obtenir davantage d'informations à ce sujet, n'hésitez pas à prendre contact avec une section de la FGTB Métal.

## 9.2 FORMATION SYNDICALE

Dans le secteur des électriciens, 12 jours de formation syndicale peuvent être pris par mandat effectif par période de 4 ans.

Le remboursement est effectué par le Fonds de sécurité d'existence.

## 9.3 SÉCURITÉ D'EMPLOI

Au sein du secteur, aucune entreprise ne pourra procéder à un licenciement multiple pour raisons économiques<sup>13</sup> ou techniques tant que toutes les mesures de maintien de l'emploi (chômage temporaire, répartition du travail, mobilité au sein de l'entreprise, formation professionnelle, etc.) n'auront pas été épuisées. Il existe chez Volta une cellule pour l'emploi sectorielle, notamment pour respecter cette obligation.

(13) Licenciement d'au moins 3 ouvriers dans les entreprises comptant 23 ouvriers ou moins, d'au moins 5 ouvriers dans les entreprises occupant entre 24 et 47 ouvriers, d'au moins 6 ouvriers dans les entreprises de 48 à 78 ouvriers, d'au moins 8 % des ouvriers dans les entreprises occupant 80 ouvriers ou plus, le tout sur une période de 60 jours civils.

Avant de pouvoir procéder à un licenciement collectif, il convient de suivre une procédure de concertation déterminée.

- Le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, doit être informé. S'il n'y a pas non plus de délégation syndicale, l'employeur informe au préalable les travailleurs concernés, individuellement et par écrit.
- Les discussions sur les mesures pouvant être prises en la matière doivent commencer dans les 15 jours civils suivant cette notification. Dans les entreprises dépourvues de délégation syndicale, la procédure de concertation peut démarrer à l'initiative des syndicats qui représentent les ouvriers.

Si cette procédure n'est pas suivie, l'employeur est tenu de payer aux ouvriers concernés, outre le délai de préavis normal, une indemnité égale au double du salaire correspondant à ce délai de préavis.

Une recommandation sectorielle demande également à l'employeur, en cas de résiliation du contrat de travail pour force majeure médicale ou en cas de licenciements individuels à partir de 55 ans, de signaler à l'ouvrier concerné qu'il peut se faire assister par un délégué syndical et/ou un secrétaire syndical.

## 10. EMPLOYABILITÉ

### 10.1 CONGÉ DE SOLLICITATION

Pendant la durée du délai de préavis, vous avez le droit de vous absenter du travail tout en conservant votre salaire pour chercher un nouveau travail. Deux situations sont possibles :



1. **Vous n'avez pas droit à un accompagnement d'outplacement** (voir le point 9.2) : le droit de s'absenter est accordé à raison d'une journée (ou de deux demi-journées) par semaine pendant les 26 dernières semaines du délai de préavis. Pendant la période qui précède, le travailleur ne peut prendre en principe qu'une demi-journée par semaine.
2. **Vous avez droit à un accompagnement d'outplacement** : vous pouvez vous absenter un jour par semaine pendant toute la durée du délai de préavis pour suivre cet accompagnement.

## 10.2 OUTPLACEMENT

L'outplacement est une prestation de services (accompagnement, conseil,...) devant permettre au travailleur licencié de retrouver du travail à court terme chez un nouvel employeur ou comme indépendant. La CCT n° 82 prévoit déjà depuis 2002 un droit à un accompagnement d'outplacement pour les travailleurs licenciés âgés d'au moins 45 ans. Un droit supplémentaire à l'outplacement a été prévu à partir de 2014.

Dans le secteur des électriciens, Volta joue un rôle dans le domaine de l'outplacement. Volta conclut des conventions avec les bureaux d'outplacement et communique leurs listes d'adresses aux employeurs du secteur. Volta assure également un certain nombre de missions en termes d'information et d'orientation au sujet de l'emploi et de la formation.

### 10.2.1 DROIT À L'OUTPLACEMENT SUR LA BASE DE LA NOUVELLE LÉGISLATION (RÉGIME GÉNÉRAL)

- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, tout travailleur licencié ayant droit à un délai de préavis (ou à une indemnité de préavis) d'au moins 30 semaines peut bénéficier d'un accompagnement d'outplacement.

- Pendant ce délai de préavis d'au moins 30 semaines, vous avez droit à un accompagnement d'outplacement de 60 heures. L'accompagnement est à suivre pendant le congé de sollicitation.
- Si vous êtes licencié avec une indemnité de préavis, votre indemnité de préavis d'au moins 30 semaines est réduite de 4 semaines (= valeur de l'accompagnement d'outplacement). Jusqu'au 31 décembre 2015, vous pouviez refuser un accompagnement d'outplacement et conserver votre délai de préavis d'au moins 30 semaines. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, votre délai de préavis est d'office réduit de 4 semaines, même si vous refusez l'accompagnement.
- Le travailleur de 45 ans ou plus dont le délai de préavis est inférieur à 30 semaines en cas de licenciement peut recourir au système prévu par la CCT n° 82 (voir le point 9.2.2).

### 10.2.2. DROIT À L'OUTPLACEMENT SUR LA BASE DE LA CCT N° 82 (RÉGIME PARTICULIER)

- Si vous êtes licencié et si vous êtes âgé d'au moins 45 ans et présentez une ancienneté ininterrompue d'1 an chez votre employeur au moment de votre licenciement, vous avez droit à un outplacement. Votre employeur est alors obligé de vous proposer un accompagnement d'outplacement. Dans deux cas, votre employeur n'est pas obligé de le faire, sauf si vous en faites la demande : si votre durée de travail est inférieure à la moitié de celle de vos collègues à temps plein et si, en tant que futur chômeur complet indemnisé, vous ne devez plus être disponible sur le marché du travail.
- Selon la CCT n° 82, un accompagnement d'outplacement doit répondre à un certain nombre de critères de qualité. En outre, l'offre d'outplacement doit faire l'objet d'une procédure spécifique et une sanction est prévue si votre employeur ne respecte pas cette obligation.

## ANNEXE

### A. FRAIS DE TRANSPORT

Tableau reprenant l'intervention patronale dans les frais de transport pour le trajet domicile-travail en cas d'utilisation d'un moyen de transport privé (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019).

Nombre de km	Intervention patronale hebdomadaire	Intervention mensuelle de l'employeur	Nombre de km	Intervention patronale hebdomadaire	Intervention mensuelle de l'employeur
1	5,23	17,41	43 - 45	27,02	90,10
2	5,84	19,50	46 - 48	28,72	94,94
3	6,44	21,18	49 - 51	30,06	101,04
4	6,95	23,14	52 - 54	31,03	104,69
5	7,54	24,84	55 - 57	32,25	107,12
6	8,02	26,54	58 - 60	33,48	110,78
7	8,39	28,25	61 - 65	34,70	114,43
8	8,89	29,69	66 - 70	36,53	120,53
9	9,38	31,65	71 - 75	37,74	126,62
10	9,86	32,88	76 - 80	40,18	131,47
11	10,48	35,31	81 - 85	41,38	137,57
12	10,95	36,53	86 - 90	43,22	143,63
13	11,45	37,74	91 - 95	45,03	148,51
14	11,92	40,18	96 - 100	46,25	154,61
15	12,42	41,38	101 - 105	48,07	160,67
16	13,03	43,22	106 - 110	49,92	166,76
17	13,52	45,03	111 - 115	51,72	171,63
18	14,02	46,25	116 - 120	53,58	177,72
19	14,60	48,68	121 - 125	54,80	182,62
20	15,11	49,92	126 - 130	56,61	188,71
21	15,58	51,72	131 - 135	58,44	194,78

Nombre de km	Intervention patronale hebdomadaire	Intervention mensuelle de l'employeur	Nombre de km	Intervention patronale hebdomadaire	Intervention mensuelle de l'employeur
22	16,08	53,58	136 - 140	59,64	200,87
23	16,68	55,39	141 - 145	62,10	205,74
24	17,17	56,61	146 - 150	64,53	213,03
25	17,54	59,04	151 - 155	64,53	216,70
26	18,28	60,26	156 - 160	66,96	221,56
27	18,63	62,10	161 - 165	68,18	227,65
28	18,97	64,53	166 - 170	69,39	232,51
29	19,71	65,73	171 - 175	71,83	238,59
30	20,09	66,96	176 - 180	73,04	244,69
31 - 33	20,95	70,59	181 - 185	75,47	248,36
34 - 36	22,65	75,47	186 - 190	76,68	254,43
37 - 39	23,98	80,34	191 - 195	77,91	260,52
40 - 42	25,57	85,23	196 - 200	80,34	265,39

### B. SALAIRES MINIMUMS

Voici les salaires horaires minimums en vigueur dans le secteur des électriciens au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Catégorie	Tension	38 h
A.1 Manœuvre	100	13,37 €
B. Manœuvre spécialisé catégorie 2	106	14,17 €
C. Manœuvre spécialisé catégorie 1	115	15,38 €
D. Ouvrier qualifié catégorie 3	125	16,71 €
E. Ouvrier qualifié catégorie 2	132	17,65 €
F. Ouvrier qualifié catégorie 1	140	18,72 €

**C. TABLEAU DES COMPLÉMENTS D'ANCIENNETÉ  
SUR LA BASE D'UN SALAIRE MINIMUM POUR UN RÉGIME  
DE 38 HEURES/SEMAINE**

Années	Catégorie					
	A.	B.	C.	D.	E.	F.
0-1	13,37	14,17	15,38	16,71	17,65	18,72
1	13,50	14,31	15,53	16,88	17,83	18,91
2	13,57	14,38	15,61	16,96	17,91	19,00
3	13,64	14,45	15,69	17,04	18,00	19,09
4	13,70	14,52	15,76	17,13	18,09	19,19
5	13,77	14,60	15,84	17,21	18,18	19,28
6	13,84	14,67	15,92	17,29	18,27	19,38
7	13,90	14,74	16,00	17,38	18,36	19,47
8	13,97	14,81	16,07	17,46	18,44	19,56
9	14,04	14,88	16,15	17,55	18,53	19,66
10	14,11	14,95	16,23	17,63	18,62	19,75
11	14,17	15,02	16,30	17,71	18,71	19,84
12	14,24	15,09	16,38	17,80	18,80	19,94
13	14,31	15,16	16,46	17,88	18,89	20,03
14	14,37	15,23	16,53	17,96	18,97	20,12
15	14,44	15,30	16,61	18,05	19,06	20,22
16	14,51	15,37	16,69	18,13	19,15	20,31
17	14,57	15,45	16,76	18,21	19,24	20,40
18	14,64	15,52	16,84	18,30	19,33	20,50
19	14,71	15,59	16,92	18,38	19,42	20,59

Années	Catégorie					
	A.	B.	C.	D.	E.	F.
20	14,77	15,66	16,99	18,46	19,50	20,69
21	14,84	15,73	17,07	18,55	19,59	20,78
22	14,91	15,80	17,15	18,63	19,68	20,87
23	14,97	15,87	17,23	18,72	19,77	20,97
24	15,04	15,94	17,30	18,80	19,86	21,06
25	15,11	16,01	17,38	18,88	19,94	21,15
26	15,17	16,08	17,46	18,97	20,03	21,25

**D. INDEMNITÉS DE MOBILITÉ**

Les montants suivants sont d'application depuis le 1<sup>er</sup> février 2019 :

Type 1 - Transports publics	remboursement complet du coût total
Type 2 - Moyen de transport propre	0,2739 euro/km
Type 3 - Véhicule de l'employeur	0,1187 euro/km
Indemnité de chauffeur	0,1316 euro/km (à partir du 1/10/2017)



## ADRESSES CENTRALE

Rue Jacques Jordaens 17 – 1000 Bruxelles  
Tél : 02 627 74 11 – Fax : 02 627 74 90  
www.fgtb-metal.be

**info@abvvmetaal.be**

Facebook : <https://www.facebook.com/fgtbmetal/>  
Twitter : <https://twitter.com/abvvmetaal>

**Président :** Georges DE BATSELIER

**Vice-Président :** Ortwin MAGNUS

**Secrétaire général :** Marc LENDERS

## ABVV-METAAL ANVERS

### SECRETARIAT PROVINCIAL

Ommeganckstraat 47/49 – 2018 Anvers  
Tél. 03 203 43 40 – Fax 03 203 43 56  
E-mail : [antwerpen@abvvmetaal.be](mailto:antwerpen@abvvmetaal.be)

**Président :**

Marc POTTELANCIE – Tél. 03 203 43 66  
E-mail : [mpottelancie@abvvmetaal.be](mailto:mpottelancie@abvvmetaal.be)

**Président Comité exécutif :**

Eddy GOOVAERTS – Tél. 03 203 43 60  
E-mail : [egooaerts@abvvmetaal.be](mailto:egooaerts@abvvmetaal.be)

**Conseiller :**

Friso BORREMANS – Tél. 03 203 43 62  
E-mail : [fborremans@abvvmetaal.be](mailto:fborremans@abvvmetaal.be)

### DÉPARTEMENTS ET BUREAUX

#### 1/ DÉPARTEMENT RÉGION ANVERS

**Secrétaire du département :**

Wim LEYZEN – Tél. 03 203 43 69  
E-mail : [wleyzen@abvvmetaal.be](mailto:wleyzen@abvvmetaal.be)

**Secrétaires :**

Ronny LEQUENNE – Tél. 03 203 43 47  
E-mail : [rlequenne@abvvmetaal.be](mailto:rlequenne@abvvmetaal.be)

Frank DAMS – Tél. 03 203 43 64  
E-mail : [fdams@abvvmetaal.be](mailto:fdams@abvvmetaal.be)

**Service social :**

Brenda VERDONCK – Tél. 03 203 43 65  
E-mail : [bverdonck@abvvmetaal.be](mailto:bverdonck@abvvmetaal.be)

**Bureau Anvers :**

Ommeganckstraat 47/49 – 2018 Anvers  
Tél. 03 203 43 40 – Fax 03 232 78 74

**Bureau Boom :**

Antwerpsestraat 33 – 2850 Boom  
Tél./Fax 03 844 74 63

#### 2/ DÉPARTEMENT MALINES - CAMPINE

**Secrétaire du département :**

Hans VANEERDEWEGH – Tél. 014 56 26 06  
E-mail : [hvaneerdewegh@abvvmetaal.be](mailto:hvaneerdewegh@abvvmetaal.be)

**Secrétaires :**

Patrick VANDERLOOVEN – Tél. 015 29 90 60 ; 014 56 26 02  
E-mail : [pvanderlooven@abvvmetaal.be](mailto:pvanderlooven@abvvmetaal.be)

Patrick ELSSEN – Tél. 015 29 90 61  
E-mail : [pelsen@abvvmetaal.be](mailto:pelsen@abvvmetaal.be)

**Bureau Malines :**

Zakstraat 16 – 2800 Malines  
Tél. 015 29 90 62 – Fax 015 21 94 74  
E-mail : mechelen@abvvmetaal.be

**Bureau Geel :**

Lebonstraat 40d – 2440 Geel  
Tél. 014 56 26 00 – Fax 014 56 26 09  
E-mail : kempen@abvvmetaal.be

## ABVV INDUSTRIEBOND METAAL LIMBOURG

### SECRETARIAT PROVINCIAL

---

Volksontwikkeling – Jekerstraat 59 – 3700 Tongres  
Tél. 012 39 87 00 – Fax 012 23 07 85

**Président provincial :**

Rohnny CHAMPAGNE – gsm : 0474 06 14 19  
E-mail : rchampagne@abvvmetaal.be

**Secrétaires provinciaux :**

Johnny FRANS – gsm 0474 06 13 95  
E-mail : jfrans@abvvmetaal.be  
Frank STEVENS – gsm 0496 05 60 75  
E-mail : fstevens@abvvmetaal.be  
Rafaele DAL CERO – gsm 0495 51 22 89  
E-mail : rdalcero@abvvmetaal.be

**Affiliation :**

Inge RAMAEKERS – Tél. 012 39 87 00  
E-mail : iramaekers@abvvmetaal.be  
Franco SARTOR – Tél. 012 39 87 01  
E-mail : fsartor@abvvmetaal.be

**Service social/ Conseillers :**

Inge CORSTJENS – Tél. 012 39 87 02  
E-mail : icorstjens@abvvmetaal.be  
Elke MOORS – Tél. 012 39 87 03  
E-mail : emoors@abvvmetaal.be

**Formation :**

Elke MOORS – Tél. 012 39 87 03  
E-mail : emoors@abvvmetaal.be

**Imprimerie :**

Frank VANDRIES – Tél. 012 39 87 13  
E-mail : fvandries@abvvmetaal.be

**Location bâtiments, IEF, service fiscal :**

Erik VERHEYDEN – Tél. 012 39 87 14  
E-mail : everheyden@abvvmetaal.be

## ABVV-METAAL FLANDRE ORIENTALE

### SECRETARIAT PROVINCIAL

---

Vrijdagmarkt 9 – 9000 Gand  
Tél. 09 265 52 95 – Fax 09 265 52 98

**Secrétaire provincial :**

Jo DE MEY – gsm 0477 38 11 63  
E-mail : jdemey@abvvmetaal.be

**Président provincial :**

Marc STAELENS – gsm 0476 67 09 34  
E-mail : mstaelens@abvvmetaal.be

**Chef de département affaires du personnel, finances et administration :**

Karin AUDENAERDE – gsm 0478 33 07 16  
E-mail : kaudenaerde@abvvmetaal.be



## DÉPARTEMENTS RÉGIONAUX

---

### GAND – EECLO

Vrijdagmarkt 9 – 9000 Gand  
Tél. 09 265 52 91 – Fax: 09 265 52 98

#### Secrétaire régional :

Marc STAELENS – gsm 0476 67 09 34  
E-mail : mstaelens@abvvmetaal.be

#### Secrétaire :

Brenda VANDERDONCKT – gsm 0473 91 87 89  
E-mail : bvanderdonckt@abvvmetaal.be

### WAES EN DENDRE

Dijkstraat 59 – 9200 Termonde  
Tél. 052 25 92 79/80 – Fax 052 25 92 81

Vermorgenstraat 11 – 9100 Saint-Nicolas  
Tél. 03 760 04 15/16 – Fax 03 760 04 17

#### Secrétaire régional :

Frank VAN DORSSELAER – gsm 0473 89 0311  
E-mail : fvdorsselaer@abvvmetaal.be

### FLANDRE DU SUD-EST

Houtmarkt 1 – 9300 Alost  
Tél. 053 72 78 35/36 – Fax 053 77 47 52

Stationsstraat 21 – 9600 Renaix  
Tél. 055 33 90 12 – Fax 055 33 90 59

#### Secrétaire régional :

Ronny LOUBRIS gsm 0497 27 17 66  
E-mail : rloubris@abvvmetaal.be

## FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE DU BRABANT FLAMAND

### SECRETARIAT PROVINCIAL

---

Mechelsestraat 6 – 1800 Vilvorde  
Tél. 02 251 60 20 – Fax 02 251 73 74

#### Secrétaire provincial :

Denis DE MEULEMEESTER  
E-mail : ddemeulemeester@abvvmetaal.be

#### Adjoint du secrétaire provincial :

Luc JANSSENS  
E-mail : ljanssens@abvvmetaal.be

#### Secrétaire :

Christophe LANCKMANS  
E-mail : clanckmans@abvvmetaal.be

#### Propagandiste :

Walter VAN DER AUWERA  
E-mail : wvanderauwera@abvvmetaal.be

### DÉPARTEMENT VILVORDE :

Mechelsestraat 6 – 1800 Vilvorde  
Tél. 02 251 60 20 – Fax 02 251 73 74

### DÉPARTEMENT LOUVAIN :

Maria Theresiastraat 119 – 3000 Louvain  
Tél. 016 20 29 12 – Fax 016 29 00 04

### DÉPARTEMENT HAL :

Meiboom 4 – 1500 Hal  
Tél. 02 356 66 56

### DÉPARTEMENT AVIATION CIVILE :

Mechelsestraat 6 – 1800 Vilvorde  
Tél. 02 251 60 20 – Fax 02 251 73 74



## ABVV-METAAL FLANDRE OCCIDENTALE

### SECRETARIAT PROVINCIAL

---

Conservatoriumplein 9/6 – 8500 Courtrai  
Tél. 056 23 50 85

#### Secrétaire provincial :

Steven VAN EECKHOUTTE  
E-mail : svaneeckhoutte@abvvmetaal.be  
Site web : www.abvvmetaal-wvl.be

### RÉGION COURTRAI

Conservatoriumplein 9/5 – 8500 Courtrai  
Tél. 056 23 50 80

#### Secrétaire régional :

Dieter MASSCHELEIN  
E-mail : dmasschelein@abvvmetaal.be

### RÉGION ROULERS

Zuidstraat 22-24 – 2<sup>e</sup> étage – 8800 Roulers  
Tél. 051 26 00 88

#### Secrétaire régional :

Yves ALLEWAERT  
E-mail : yallewaert@abvvmetaal.be

### RÉGION YPRES - WEVELGEM - MENIN

Conservatoriumplein 9/5 – 8500 Courtrai  
Tél. 056 23 50 86 – Fax 056 21 45 46  
Korte Torhoutstraat 27 – 8900 Ypres  
Tél. 057 21 83 75

#### Secrétaire régionale :

Véronique ROGIERS  
E-mail : vrogiers@abvvmetaal.be

### RÉGION BRUGES

Zilverstraat 43 – 8000 Bruges  
Tél. 050 44 10 28

#### Secrétaire régional :

Henk DEPREZ  
E-mail : hdeprez@abvvmetaal.be

### RÉGION OSTENDE-FURNES-DIXMUDE

J. Peurquaetstraat 27-29 – 8400 Oostende  
Tél. 059 55 60 75

#### Secrétaire régional :

Henk DEPREZ  
E-mail : hdeprez@abvvmetaal.be



Éditeur responsable :  
Georges De Batselier  
rue J. Jordaens 17 – 1000 Bruxelles



[www.fgtb-metal.be](http://www.fgtb-metal.be)